

R-04-2004

**Préparation et divulgation de l'information
financière pour les organismes en loisir et
tourisme social : redéfinir les pratiques
actuelles**

par Micheline Renault
Professeure au département des Sciences comptables
École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal

Mars 2004

ISBN : 2-89276-322-3

Note sur l'auteure :

Micheline Renault est professeure au département des Sciences comptables de l'École des sciences de la gestion à l'Université du Québec à Montréal

Ce rapport de recherche a été présenté dans le cadre de l'étude sectorielle *Pour un reflet et un renouvellement des mesures de performance financière des entreprises d'économie sociale*.

Les partenaires financiers de la recherche sont :

L'Alliance de recherche communautés-universités en économie sociale

Conseil québécois du loisir

Réseau d'investissement social du Québec

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir

ISBN : 2-89276-319-3

PRÉSENTATION DES CAHIERS DE L'ARUC

Comme son nom l'indique bien, l'**Alliance de recherche universités-communautés (ARUC) en économie sociale** mise sur le partenariat pour la recherche, la formation et la diffusion. La diffusion fait appel à une diversité de moyens et d'outils, l'un de ceux-ci étant des cahiers, généralement appelés « documents de travail » (*working papers*). Si ces cahiers constituent d'humbles instruments, ils nous apparaissent bien adaptés pour favoriser une diffusion rapide destinée à alimenter la discussion et l'échange entre chercheurs et partenaires du milieu. À cette fin, nous proposons trois catégories de cahiers :

- des **cahiers de recherche - série R** - (couleur *rouille*) qui rendent compte de résultats de recherches menées en partenariat ;
- des **cahiers de transfert - série T** - (couleur *sauge*) qui tirent de ces recherches des contenus pour la formation et pour le renouvellement des pratiques, des formes d'interventions ou encore des façons de faire ;
- des **cahiers d'interventions - série I** - (couleur *jaune*) qui constituent des prises de position ou des avis formulés par des partenaires du milieu ou des chercheurs. Ces interventions, s'appuyant par ailleurs souvent sur des travaux de recherche, peuvent viser soit à influencer des politiques, mesures et orientations de différents acteurs intervenant en économie sociale, soit à faire connaître des orientations stratégiques dans un domaine donné ; elles peuvent aussi constituer une prise de position ou une opinion dans un débat traversant ce mouvement.

Si l'économie sociale fournit le fil conducteur de nos activités, le domaine couvert est relativement large puisqu'il inclut aussi bien des thématiques à dominante économique que sociales : le développement local, le développement durable, le maintien en emploi et l'insertion par l'emploi, les services aux personnes, le logement communautaire et social, le tourisme social et les initiatives chez les autochtones et les groupes ethniques. Les questions liées à l'évaluation sociale et aux comparaisons internationales, pour ne citer que celles-là, intéressent tous les secteurs identifiés précédemment.

L'économie sociale repose non seulement sur une économie plurielle (formes marchandes, non marchandes et non monétaires) mais vise également un élargissement de notre compréhension de l'économie et par la suite un renouvellement de nos pratiques sociales et nos interventions dans le domaine du développement économique et social. Enfin, en raison des interfaces que l'économie sociale entretient avec le secteur privé et le secteur public, l'intérêt des questions traitées dans nos cahiers déborde le seul secteur de l'économie sociale pour atteindre l'ensemble de la société civile.

On comprendra que les textes publiés dans les Cahiers de l'ARUC en économie sociale sont la responsabilité exclusive des auteurs et n'engagent que ceux-ci. Les textes sont disponibles sur le site WEB de l'ARUC en économie sociale à l'adresse suivante : www.aruc-es.uqam.ca.

Jean-Marc Fontan
Codirecteur

Nancy Neamtan
Codirectrice

Table des matières

Liste des tableaux.....	1
REMERCIEMENTS	i
INTRODUCTION	1
1. OBJECTIFS DES ÉTATS FINANCIERS.....	3
1.1 <i>Les entreprises du secteur du loisir et tourisme social – Les grandes questions</i>	<i>5</i>
1.1 <i>Innovation et leadership dans la divulgation de l’information</i>	<i>5</i>
2. PRATIQUES COMPTABLES OBSERVÉES.....	7
2.1 <i>Méthodologie de la recherche</i>	<i>7</i>
3. FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS	11
3.1 <i>Qualité de la présentation de l’information financière</i>	<i>11</i>
3.2 <i>Les états financiers</i>	<i>13</i>
3.3 <i>Notes complémentaires aux états financiers.....</i>	<i>20</i>
4. ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC	23
4.1 <i>Qualité de la présentation de l’information financière</i>	<i>23</i>
4.2 <i>Les états financiers</i>	<i>24</i>
4.3 <i>Notes complémentaires aux états financiers.....</i>	<i>32</i>
5. MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX	37
5.1 <i>Qualité de la présentation de l’information financière</i>	<i>37</i>
5.2 <i>Les états financiers</i>	<i>38</i>
5.3 <i>Notes complémentaires aux états financiers.....</i>	<i>45</i>

6.	AUBERGES DE JEUNESSE.....	47
6.1	<i>Qualité de la présentation de l'information financière.....</i>	47
6.2	<i>Les états financiers.....</i>	48
6.3	<i>Notes complémentaires aux états financiers.....</i>	51
7.	REDÉFINIR LA CHAÎNE DE PRÉPARATION ET DE DIVULGATION DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES EN TOURISME SOCIAL.....	55
7.1	<i>Le modèle de Di Piazza et Eccles.....</i>	56
7.2	<i>Le modèle GRI ou le changement dans les perceptions.....</i>	56
7.3	<i>Le modèle Mt. Buller Resort.....</i>	58
8.	LE PLAN COMPTABLE - NOTRE PROPOSITION.....	59
8.1	<i>Objectifs de la consultation des états financiers :.....</i>	60
8.2	<i>Entreprises d'économie sociale - Plan comptable révisé.....</i>	60
8.2.1	<i>Registre des transactions non monétaires.....</i>	60
8.2.2	<i>État des résultats.....</i>	61
8.2.3	<i>État de la contribution communautaire et globale.....</i>	66
8.2.4	<i>État de l'évolution des actifs nets et état des flux de trésorerie.....</i>	68
8.2.5	<i>Bilan.....</i>	68
8.2.6	<i>Notes complémentaires aux états financiers.....</i>	69

Liste des tableaux

TABLEAU 1	FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	11
TABLEAU 2	FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS BILANS	13
TABLEAU 3	FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS ÉTATS DES RÉSULTATS	14
TABLEAU 4	FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS ÉTAT DES RÉSULTATS 2000 PRÉSENTÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISES	17
TABLEAU 5	FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS PARTICULARITÉS COMPTABLES.....	20
TABLEAU 6	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	23
TABLEAU 7	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC BILANS	24
TABLEAU 8	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC ÉTATS DES RÉSULTATS	26
TABLEAU 9	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC ÉTAT DES RÉSULTATS 2000 PAR TAILLE D'ENTREPRISES	28
TABLEAU 10	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC BILAN TYPE EXERCICE FINANCIER 2000.....	30
TABLEAU 11	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC IMMOBILISATIONS EXERCICE FINANCIER 2000	31
TABLEAU 12	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC ÉTAT DES CHARGES EXERCICE FINANCIER 2000	31
TABLEAU 13	ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC PARTICULARITÉS COMPTABLES NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	33
TABLEAU 14	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	37
TABLEAU 15	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX BILANS	38
TABLEAU 16	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX ÉTATS DES RÉSULTATS	39
TABLEAU 17	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX ÉTAT DES RÉSULTATS 2000 PAR TAILLE D'ENTREPRISES	41
TABLEAU 18	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX BILAN EXERCICE FINANCIER 2000	43
TABLEAU 19	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX IMMOBILISATIONS EXERCICE FINANCIER 2000.....	44
TABLEAU 20	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE FINANCIER 2000.....	44
TABLEAU 21	MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX PARTICULARITÉS COMPTABLES NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS	45
TABLEAU 22	AUBERGES DE JEUNESSE QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	47
TABLEAU 23	AUBERGES DE JEUNESSE BILANS	48
TABLEAU 24	AUBERGES DE JEUNESSE ÉTATS DES RÉSULTATS	50
TABLEAU 25	AUBERGES DE JEUNESSE PARTICULARITÉS COMPTABLES.....	51
TABLEAU 26	AUBERGES DE JEUNESSE BILAN EXERCICE FINANCIER 2000	52
TABLEAU 27	AUBERGES DE JEUNESSE IMMOBILISATIONS EXERCICE FINANCIER 2000	52
TABLEAU 28	AUBERGES DE JEUNESSE ÉTAT DES RÉSULTATS EXERCICE FINANCIER 2000	53

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les personnes suivantes pour leur contribution à la réalisation de ce projet de recherche. Mentionnons d'abord monsieur Louis Jolin, professeur au département des études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal, madame Sonia Vaillancourt, du Conseil Québécois du Loisir, messieurs Louis Jean, de l'Association des camps du Québec, Jacques Martel et Robert Rodrigue du Mouvement québécois des camps familiaux, Claude Coudé, de Tourisme Jeunesse et Pierre-Paul Leduc, de Festivals et événements Québec, Madame Élise Tessier, du Réseau d'investissement social du Québec, monsieur Denis Bussièrès coordonnateur de l'ARUC en économie sociale, ainsi que nos collègues, membres de l'ARUC-ÉS.

Messieurs Benoît Lorrain, du Centre Notre-Dame de Fatima, Denis Bernier, du Challenge Automobile sur Glace du Canada et Michel Rossignol, CA, nous ont généreusement accordé temps et information, ce qui nous a permis d'aller au-delà des données quantitatives dans cette recherche. Nous les remercions.

Nous désirons également remercier monsieur Samy Oueslatti et madame Jocelyne Choquette pour leur collaboration à la construction de la base de données, ainsi que madame Lise Jarry pour la mise en forme du rapport.

INTRODUCTION

Lorsque nous avons déposé le devis de ce projet de recherche, nous avons posé l'hypothèse que les entreprises appartenant au domaine du loisir et du tourisme social évoluent dans un environnement complexe et que les normes actuelles de la mesure et de la présentation de l'information financière de leurs activités sont inadéquates et insuffisantes. En conséquence, ces entreprises ne réussissent pas à présenter la valeur réelle de leur contribution économique, environnementale et sociale à la communauté. C'est ce qu'on appelle le « triple bottom line », ci-après appelé TBL, un modèle développé par le fondateur du cabinet anglais Sustain Ability qui montre qu'un triple bilan économique, social et environnemental est désormais nécessaire pour évaluer la performance globale d'une entreprise¹. Dans la littérature française, le concept est connu sous l'expression les 4P, « les profits, les personnes, la planète, le progrès ». Aux trois dimensions initialement identifiées, s'ajoute la dimension du progrès, pour souligner que la volonté d'action de l'entreprise, loin de s'inscrire dans la nostalgie, s'inscrit dans une perspective de futur, de vision.

Sur un strict plan corporatif, les lacunes de la présentation de l'information financière énoncées ci-dessus nous ramènent à la littérature publiée sur les difficultés auxquelles sont actuellement confrontées la plupart des entreprises, quel que soit le secteur d'activité d'appartenance. Soit, de présenter à la véritable valeur le capital corporatif, tangible ou intangible, à l'intérieur d'un cadre de référence fiable, objectif, et de longue durée. Nous faisons référence ici au capital humain (compétences acquises par la direction et les employés), au capital organisationnel (compétences développées et sauvegardées dans l'organisation), au capital relationnel (les relations, bonnes ou privilégiées que l'organisation entretient avec son environnement, les synergies développées à l'intérieur d'un réseau) et au capital contractuel (ce dernier élément faisant état d'avantages, d'opportunités dont bénéficie une organisation mais qui ne sont présentées que sur la base des coûts encourus dans la préparation de contrats).

¹ Laville, Élisabeth, L'entreprise verte, le développement durable change l'entreprise pour changer le monde, Éditions Village Mondial, Paris, 2002. ISBN : 2-84211-173-7

Mais il y a plus. La valeur des retombées économiques des entreprises en loisir et tourisme social dépasse le cadre corporatif pour rejoindre la communauté ou le territoire où elles sont situées. La valorisation de sites naturels dont elles ne sont pas toujours propriétaires, la revitalisation de l'activité communautaire, la transformation de privilèges en droits pour des populations démunies, et la revitalisation des activités marchandes d'une localité sont tous des éléments de création de valeur à constater et à présenter. Le problème est que même si tous s'entendent sur cet état de fait, l'enregistrement comptable n'est pas possible, compte tenu des standards comptables, compte tenu de l'inexpérience à mesurer l'apport social et communautaire, et surtout, compte tenu de la nécessité de lier la mission sociale à l'interprétation de l'information présentée.

Nous rejoignons ici les travaux de Richez-Battesti et de Gianfaldoni (2002)², qui concluent à la difficulté de mesurer la contribution à la croissance économique des entreprises de l'économie sociale, et de façon plus spécifique à évaluer les services liés à la mission en tant que telle, sans supposer une évaluation conjointe «du produit et de la performance».

En fait, si nous définissons la mission des entreprises actives dans le secteur du domaine du loisir et du tourisme social, nous pouvons dire que ces entreprises opèrent une activité définie, dans une perspective de rentabilité (TBL) économique, environnementale et sociale. De plus, elles sont en quelque sorte « mandatées ³ » par une communauté qui bénéficie des retombées indirectes de leurs activités, monétaires ou non. Cette notion du mandat devient évidente, par exemple, au moment où la survie d'un festival est menacée et que l'on voit les partenaires bénéficiaires et la communauté se lever et revendiquer la continuité.

² Richez-Battesti, Nadine, Gianfaldoni, Patrick, Évaluation socio-économique des dispositifs d'aide à la création d'entreprise par des publics en difficulté : Éléments pour une approche méthodologique, XXIIe Journée de l'Association d'Économie sociale, Caen, 12-13 septembre 2002.

³ Acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose en son nom. Marie-Ève De Villiers, Multidictionnaire de la langue française.

1. OBJECTIFS DES ÉTATS FINANCIERS

Au début des années 1970, qui marque un virage important dans la philosophie de construction des normes comptables, l'Institut canadien des comptables agréés (ci-après appelé ICCA) publie le chapitre 1000 de son Manuel, dont le titre est Fondements conceptuels des états financiers. Le chapitre 1000 indique que l'objectif des états financiers est de répondre aux besoins des utilisateurs en les aidant dans la prise de décision économique. Ce qui dépasse la simple reddition de comptes.

Le virage comptable est conséquent à la restructuration industrielle nord-américaine où les grandes entreprises manufacturières contribuent à l'essor économique et au développement du marché de l'appel public à l'épargne. La préparation des états financiers est relativement simple, oserions-nous dire, compte tenu d'une capacité de production mécanique, tangible, d'une main-d'œuvre abondante et accompagnatrice⁴, et de montages financiers simples. Quant aux utilisateurs, ils sont constitués des banquiers, des financiers et des actionnaires institutionnels, partenaires aux intérêts économiques convergents.

Les décennies suivantes ont connu, avec une accélération au début des années 1990 causée par l'émergence des entreprises de la nouvelle économie, un accroissement de la diversité des statuts corporatifs, des modèles d'affaires, des utilisateurs (partenaires), et de leurs besoins. Plus récemment, les « scandales financiers » ont modifié et rendu critiques les regards posés sur les comportements des entreprises. Les partenaires exigent qu'elles soient des entités économiquement et socialement responsables, qu'elles fournissent plus d'information sur leurs règles de gouvernance et témoignent de leur comportement de « bon citoyen ».

Les notions de responsabilité et de gouvernance ont d'ailleurs conduit à la révision du chapitre 1000 du Manuel de l'ICCA, qui se lit ainsi :

*L'objectif des états financiers est de communiquer des informations utiles aux investisseurs, aux **membres**, aux **apporteurs**, aux créanciers, et aux autres utilisateurs (les « utilisateurs ») qui ont à prendre des*

⁴ Beck, Nuala, *Shifting Gears: Thriving in the New Economy*, Harper Collins Publishers Ltd.

*décisions en matière d'attribution des ressources ou à **apprécier** la façon dont la direction s'acquitte de sa **responsabilité de gérance**. En conséquence, les états financiers fournissent des informations sur :*

a) les ressources économiques, les obligations et les capitaux propres (ou l'actif net) de l'entité;

b) l'évolution des ressources économiques, des obligations et des capitaux propres (ou de l'actif net) de l'entité;

c) la performance économique de l'entité.

(Manuel de l'ICCA, chapitre 1000, article 15)

Les termes mis en caractère foncé ont retenu notre attention puisqu'ils illustrent la reconnaissance de la multiplicité des modèles d'affaires, ainsi que la pluralité (TBL) des missions entrepreneuriales.

Malgré les efforts déployés par l'organisme de normalisation, incluant la publication des chapitres 4400 à 4460, s'appliquant uniquement à la comptabilité des organismes sans but lucratif⁵, la juxtaposition du modèle actuel des états financiers (dont les assises sont la constatation et la mesure, tel que définis dans le chapitre 1000) et des indicateurs d'appréciation de la réalisation de la mission de plusieurs entreprises, incluant les entreprises en loisir et en tourisme social, nous indique que le modèle connu est insuffisant, voire même trompeur pour certaines entreprises. Voici un exemple : protéger l'environnement, améliorer un site de villégiature entraînent des sorties de fonds qui ne sont pas nécessairement enregistrées comme actifs dans le bilan, ou si elles le sont, qui n'indiquent au lecteur que le montant du déboursé, non l'augmentation réelle de valeur. D'où l'importance de développer de nouveaux modèles de divulgation d'information.

Comme nous l'avons déjà mentionné, cette problématique n'est pas unique aux entreprises en loisir et en tourisme social puisqu'elle se présente depuis plusieurs années pour les entreprises dont l'exploitation repose sur le développement et l'utilisation du savoir. Il existe donc une littérature intéressante et pertinente sur les modèles alternatifs et la construction d'indicateurs de performance de ces entreprises qui nous sera fort utile dans la continuité de notre recherche.

⁵ Nous discuterons de ces chapitres dans la section Le plan comptable, notre proposition, de ce rapport de recherche.

Il était de notre intention de nous inspirer de la situation française, qui déploie depuis de nombreuses années des efforts en cette matière. Rappelons que c'est en 1977, que la France légiférait sur l'obligation pour les entreprises de plus de 300 employés d'ajouter un bilan social à leur rapport annuel⁶, ce qui se résumait à fournir de l'information sur la gestion des ressources humaines. Obligation qui s'est récemment élargie, en l'an 2002, avec l'adoption de l'article 64 de la loi sur les nouvelles régularisations économiques, qui impose aux entreprises d'ajouter à leur rapport annuel une section sur leur responsabilité sociale (incluant les ressources humaines, l'environnement, les partenaires et la communauté)⁷. Malheureusement, les modèles recensés s'avèrent trop complexes ou inadaptés à nos besoins de communication et d'information^{8 9}.

1.1 Les entreprises du secteur du loisir et tourisme social – Les grandes questions

1.1 *Innovation et leadership dans la divulgation de l'information*

À cette étape de notre rapport, nous pouvons poser les questions suivantes :

- Quelles sont les pratiques de divulgation et la qualité de l'information financière actuellement publiée par les entreprises en loisir et tourisme social ?
- Qui sont les utilisateurs des états financiers des entreprises en loisir et en tourisme social, quels sont leurs besoins, quelles décisions auront-ils à prendre ?
- En termes de transparence et de saine gouvernance, quelles informations¹⁰, comme directeur général, comme membre du conseil d'administration, désirons-nous fournir à la communauté?

⁶ Béland, Philippe, Piché, Jérôme, Faites le bilan social de votre entreprise, Les Éditions Transcontinental Inc., Montréal, 1998.

⁷ Livre vert. Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises, Emploi & affaires sociales, Commission européenne, juillet 2001.

⁸ Plan comptable détaillé des associations (prenant compte des nouvelles dispositions du règlement no 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, 2000.

⁹ Le guide pratique, La comptabilité, le plan comptable associatif, <http://www.ccf.fr/associations/guide/obligations.htm>, Banque des professionnels et des entreprises, Présentation générale : les principales composantes de l'économie sociale, http://www.cfpb.fr/formations/cat_2002/fiches/pop_314.htm

¹⁰ Le lecteur notera que nous utiliserons maintenant l'expression information plutôt que l'expression plus restrictive d'information financière, ce qui est conséquent avec la mission tripartite des entreprises du secteur du loisir et tourisme social.

- Quel est le contenu informationnel qui permettrait à des groupes cibles (ministères, financiers) de se construire une opinion sur la valeur « durable » de l'entreprise, dénuée de fausses perceptions?
- Quel est le contenu informationnel qui permettrait de bâtir et de maintenir la confiance entre l'entreprise, les bailleurs de fonds et la communauté?

Le devis de recherche proposait comme première étape de recenser et de mieux connaître les pratiques de divulgation d'information ayant cours chez les entreprises en loisir et en tourisme social. Nous avons réalisé cette étape et nous présentons les résultats de nos travaux.

2. PRATIQUES COMPTABLES OBSERVÉES

2.1 Méthodologie de la recherche

La première étape de cette recherche s'est amorcée en construisant une base de données constituée des états financiers des entreprises en tourisme social.

Quatre réseaux d'entreprises en loisir et en tourisme social ont été identifiés et ont accepté de collaborer à notre projet. Il s'agit de Festival et Événements Québec (FEQ), de l'Association des camps du Québec (ACQ), du Mouvement Québécois des Camps Familiaux (MQCF), et de Tourisme Jeunesse (TJ). Une demande de transmission des états financiers des trois derniers exercices financiers terminés a été adressée par courrier à l'ensemble des membres de ces regroupements avec l'objectif de recueillir les états financiers de 30 entreprises membres de FEQ, de 50 entreprises membres de l'ACQ, de 10 entreprises membres du MQCF et de 10 auberges de jeunesse (TJ).

Au total, nous avons reçu 23 (77 %) états financiers de FEQ, 24 (48 %) états financiers de l'ACQ, 8 (80 %) états financiers du MQCF, et 8 (80 %) états financiers des auberges de jeunesse (TJ), ce qui témoigne d'une excellente collaboration.

Nous avons également bénéficié de cette excellente collaboration tout au long de notre démarche, puisque nous avons rencontré à quelques reprises les représentants de ces entreprises, la représentante du Conseil Québécois du Loisir, des représentants du RISQ, ainsi que des collègues de l'ARUC-ÉS. Les commentaires et les suggestions apportées lors de la présentation de nos résultats intérimaires nous ont permis d'enrichir notre compréhension des spécificités et des modes de fonctionnement des entreprises de ce secteur.

Nous avons également eu l'opportunité de rencontrer des membres de la direction et/ou des responsables de la publication de l'information financière de trois entreprises en tourisme social. En plus de nous fournir une information détaillée et illustrée de la vie quotidienne d'une telle organisation, la teneur de nos discussions nous incite à une grande

réflexion, et surtout, à une grande prudence, sur la problématique de l'évaluation et de la présentation des indicateurs de performance.

La première difficulté que nous avons rencontrée au moment où nous avons débuté la construction de la base de données est la diversité de la terminologie et des regroupements de comptes inclus dans les états financiers recueillis.

Nous avons tout de même construit un modèle type d'états financiers, en dressant d'abord un inventaire des noms de comptes les plus utilisés, et en effectuant nos propres regroupements sur la base d'une logique d'identification et d'association de comptes qui nous apparaissaient semblables. Nous les présentons à l'annexe 1. Voici un exemple. Certaines entreprises utilisent un compte promotion sans utiliser de compte publicité, alors que d'autres entreprises de même secteur d'activité utilisent un compte promotion et un compte publicité. En conséquence, nous avons décidé d'ouvrir un compte « publicité » qui inclurait tous les libellés de comptes semblables ou se rapprochant de la définition généralement accordée à ce terme.

Une autre difficulté sous-jacente à la diversité de la terminologie est que pour certains comptes, il existe une diversité d'interprétation dans la définition. Autrement dit, les mêmes noms de compte ne présentent pas nécessairement les mêmes contenus. Sur quelle base, par exemple, les préparateurs ont-ils fait la différence entre la définition d'une charge promotionnelle et la définition d'une charge de publicité. Et ajoutons qu'en raison de la personnalisation de l'interprétation, le problème de la diversité des définitions de poste, en plus de compliquer la comparaison entre entreprises, complique également la comparaison de l'information historique, produite année après année, par une même entreprise.

Il faut dire que l'évolution des formes transactionnelles de plusieurs des partenaires des entreprises en loisir et en tourisme social, notamment l'évolution de la subvention à la commandite de plusieurs partenaires étatiques contribue à l'attention que les préparateurs d'états financiers doivent apporter à l'adaptation et à la présentation adéquate de la teneur financière desdites transactions. Ceci est d'autant plus valable que la contribution

étatique peut prendre plusieurs formes allant de la subvention, à la commandite, aux programmes dédiés accessibles à l'ensemble des entreprises, privées et publiques.

Autre difficulté est la sélectivité, d'une entreprise à une autre, de l'enregistrement à la juste valeur des transactions non monétaires. Des biens et services reçus à titre gratuit, par exemple.

Finalement, une autre difficulté que nous avons rencontrée mais qui s'est transformée en opportunité est que, quelques entreprises de petite taille ont présenté des relevés de comptes regroupés par secteurs d'activité plutôt que par secteurs comptables. Nous avons donc procédé à la reconstruction de l'état des résultats afin d'intégrer les comptes dans la base de données. Laborieux au départ, l'exercice s'est transformé en une expérience très enrichissante en ce qu'il nous a permis de nous familiariser avec le détail des comptes, ce que nous ne pensions impossible sans aller consulter sur place les registres comptables.

Déjà, à cette étape, nous pouvons énoncer qu'il est nécessaire de développer un plan comptable uniforme, en termes de structure et de description des contenus de compte, pour la présentation de l'information financière des entreprises en loisir et en tourisme social. Le plan comptable aura comme objectifs d'uniformiser la préparation et l'examen de l'information financière en construisant des états financiers types, incluant la présentation d'informations qualitatives et d'aider les plus petites entreprises, en phase de démarrage et d'expansion, dans la préparation de leurs budgets. Il permettra également à ces entreprises de préparer une information reflétant la véritable portée de l'organisation ainsi que l'effet de levier créé par des équipes de gestionnaires et de bénévoles dévoués.

Un exemple. Nous aurions souhaité dans notre recherche mettre en relief les retombées importantes des salaires de certaines organisations afin de montrer les impacts directs et indirects dans la communauté. Ce qu'il ne nous a pas été possible de faire puisque les données sur les salaires étaient souvent agrégées dans un poste général.

L'utilité des états financiers est, certes, de présenter l'image fidèle des ressources, des partenaires financiers et des résultats d'exploitation d'une entreprise. Mais le contexte de préparation des états financiers, selon le type de rapport émis par l'expert comptable,

fournit également de l'information sur le niveau de confiance que l'on peut apporter à la qualité de l'information présentée.

Rappelons qu'il existe trois types de rapport comptable qu'un expert comptable peut émettre. Le premier type est le rapport du vérificateur, sans réserve, où l'expert-comptable exprime une opinion à l'effet que les états financiers donnent à tous les égards importants une image fidèle de la situation financière de la corporation. Il peut arriver que l'expert-comptable exclue de son opinion favorable un ou des poste(s) comptable(s) précis en inscrivant une réserve dans son rapport.

Le second type de rapport est la mission d'examen. Dans une mission d'examen, l'expert-comptable ne procède à aucune vérification ou examen du contrôle interne. Le rôle de l'expert-comptable consiste en prises de renseignements, en procédés analytiques (comparaison de ratios, par exemple) et en discussions avec la direction de l'entreprise.

Le troisième type de rapport est l'avis au lecteur, qui ne consiste qu'en une compilation des informations remises par la direction de l'entreprise en conformité avec les principes comptables généralement reconnus de présentation.

Le lecteur remarquera également dans les prochains tableaux le terme « maison » qui signifie tout simplement que les états financiers ont été préparés par l'entreprise, sans aide extérieure.

3. FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS

Nous avons reçu et traité les états financiers de 23 entreprises du regroupement Festivals et Événements. Selon la dernière date de fin d'exercice financier, les exercices présentés varient entre 1998 et 2001. L'exercice financier 2000 est l'exercice incluant le plus grand nombre d'états financiers complets présentés. C'est pourquoi nous utiliserons souvent cet exercice comme année de référence dans nos analyses.

3.1 Qualité de la présentation de l'information financière

Commençons par examiner la qualité de l'information financière présentée.

Tableau 1
Festivals et Événements
Qualité de l'information financière

	1999	%	2000	%	2001	%
États financiers vérifiés	3	18	5	23	3	43
<i>Type de rapport</i>						
<i>Sans Réserve</i>	1		3		1	
<i>Avec Réserve(s)</i>	2		2		2	
<i>Redressement</i>						
Mission d'examen	6	36	6	27		
Avis au lecteur	4	23	4	18		
Maison	4	23	7	32	4	57
Nombre états financiers	17		22		7	

La première constatation que nous pouvons faire est la qualité de l'information financière présentée par la majorité des entreprises de ce regroupement. Précisons que nous utilisons le terme qualité en référence à la présentation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus par l'ICCA. En effet, pour l'exercice financier de référence 2000, 68% des entreprises présentent leurs états financiers accompagnés d'un avis au lecteur (18%), d'un rapport de mission d'examen (27%) ou d'un rapport de vérification (23%). Les réserves incluses dans les rapports de vérification réfèrent à l'impossibilité, dans tous les cas présentés, de s'assurer selon les standards de

vérification, de l'intégralité des produits. Ce qui peut s'expliquer par le fait que de nombreux événements se tiennent dans des sites ouverts, sans nécessairement opérer par voie de billetterie numérotée et contrôlée, que l'exploitation est assumée par des équipes changeantes de bénévoles, et que les produits de restauration vendus peuvent être des produits reçus sous forme de commandites ou de dons. Un examen de la base de données nous indique que les états financiers « maison » sont présentés par les entreprises de petite taille, qui se situent, pour la plupart en phase de démarrage.

Nous avons également trouvé un cas, dans les rapports de mission d'examen, qui correspond à l'équivalent d'un doute sérieux sur la continuité des opérations. Dans ce cas, au lieu d'inscrire ce doute directement dans le rapport, l'expert-comptable a plutôt privilégié l'inscription d'une note aux états financiers expliquant que compte tenu des déficits accumulés la survie de l'entreprise était fortement menacée. Mentionnons également que l'expert-comptable a dû, pour cette entreprise, redresser les états financiers, ce qui revient à dire, corriger les états financiers des exercices financiers antérieurs. La littérature relative à la défaillance des entreprises nous apprend que les redressements comptables sont un signe annonciateur de l'événement de défaillance, ce qui semble concorder avec le cas présent.

3.2 Les états financiers

Examinons maintenant les états financiers du regroupement Festivals et Événements.

Tableau 2
Festivals et Événements
Bilans

	1999	2000	2001
Nombre d'entreprises	17	22	7
Actif total = Passif + Avoir	3 859 932 \$	4 821 738 \$	2 202 170 \$
Actif court terme	0,654	0,629	0,787
Actif long terme	0,346	0,371	0,213
Passif court terme	0,291	0,386	0,522
Passif long terme	0,207	0,220	0,115
Avoir	0,503	0,394	0,363
Ratio fonds de roulement	2,250	1,631	1,507
Structure financière	0,990	1,538	1,756

Ratio fonds de roulement = Actif à court terme / Passif à court terme

Ratio structure financière = Passif à court terme + Passif à long terme / Avoir

Étant donné la nature cyclique et souple de leur exploitation, les entreprises de ce regroupement possèdent peu d'actifs (voir tableau 2) et la description des impacts financiers de leurs activités se retrouve généralement dans l'état des résultats (tableau 3).

En conséquence, le sommaire des bilans présentés pour les exercices financiers 1999, 2000 et 2001 montre une concentration importante des actifs au niveau de l'actif à court terme (65.4% et 62.9% pour les exercices financiers 1999 et 2000), constituée en majeure partie de liquidités. Des équipements de bureau et des installations d'exposition constituent les actifs à long terme. Aucune entreprise ne présente de fonds de dotation dédiés (apports dont seuls les revenus de placement peuvent être déboursés à des fins prédéterminées). La même dynamique d'organisations souples d'exploitation se retrouve

dans la structure des passifs et des avoirs, puisque le passif à long terme ne constitue qu'environ 20% du total de financement. Nous avons également calculé, pour plus d'information, les ratios de fonds de roulement, tous supérieurs à l'unité, et les ratios de structure financière.

Tableau 3
Festivals et Événements
États des résultats

	1999	2000	2001
Nombre d'entreprises	17	22	7
TOTAL PRODUITS	12 157 348 \$	15 934 037 \$	10 642 450 \$
Contribution du milieu	0,082	0,066	0,114
Subventions fédérales	0,011	0,028	0,029
Subventions provinciales	0,038	0,050	0,060
Subventions non identifiées	0,127	0,141	0,205
Partenaires	0,000	0,003	0,005
Commandites	0,208	0,208	0,282
Vente- Billets	0,392	0,373	0,213
Dons du Public	0,006	0,003	0,000
Publicité	0,015	0,010	0,002
Restaurant – Bar	0,068	0,075	0,053
Divers	0,053	0,043	0,037

Tableau 3 (suite)
Festivals et Événements
États des résultats

	1999	2000	2001
Nombre d'entreprises	17	22	7
TOTAL CHARGES	11 317 870 \$	15 656 918 \$	10 342 908 \$
Publicité	0,173	0,133	0,232
Cachets	0,020	0,089	0,022
Frais séjour artistes	0,012	0,010	0,007
Prix	0,039	0,033	0,004
Tenue de l'activité	0,559	0,527	0,541
Loyer	0,002	0,002	0,000
Services professionnels	0,003	0,004	0,004
Fournitures de bureau	0,003	0,002	0,000
Frais bancaires	0,001	0,001	0,002
Frais financiers	0,005	0,006	0,003
Administration	0,160	0,174	0,169
Amortissement immo	0,010	0,012	0,014
Autres	0,013	0,007	0,002

Le tableau 3 présente un sommaire compilé en termes de pourcentages relatifs des états des résultats de ces entreprises présentés pour les exercices financiers 1999, 2000 et 2001.

Nous avisons le lecteur de l'impact majeur sur les résultats apportés par l'ajout ou le retrait des données financières d'une seule entreprise. La très petite taille, ou à l'inverse, la très grande taille de certaines d'entre elles provoque des effets qualifiés « d'extrêmes » en analyse statistique. Le lecteur aura remarqué, par exemple, que l'exercice financier 2001 se caractérise par un ratio de 7 entreprises / 10 642 450 \$, en comparaison d'un ratio de 22 entreprises / 15 934 0037 \$ pour l'exercice financier 2000, et un ratio de 17 entreprises / 1 215 348 \$ pour l'exercice financier 1999. C'est pourquoi nous concentrerons nos commentaires sur les exercices financiers 1999 et 2000, qui présentent une bonne similarité en termes de rapport nombre d'entreprises / total des produits.

Notre première observation est qu'il existe une certaine constance d'un exercice financier à l'autre de l'expression relative de la structure des produits et des charges, calculée en terme de pourcentage. Le poste vente de billets, par exemple, totalise entre 39.2% et 37.3% pour les exercices financiers terminés en 1999 et 2000 et représente le poste le plus important, suivi du poste commandite (20.8% et 20.8 %), ce qui montre une volonté certaine de tendre vers l'autofinancement. En fait, à l'inverse, le rapport contribution et subventions gouvernementales¹¹ / autres postes de produits, présente une contribution relative minoritaire de l'État de 28.5 %.

L'examen des postes de charges témoigne de la volonté des organisations à allouer les fonds recueillis à la bonne réalisation des activités puisque le poste synthèse le plus important est le poste Organisation de l'activité¹² avec des pourcentages relatifs de 63% et de 65.9% (80.3% et 79.2% si nous ajoutons le poste publicité) pour les exercices financiers examinés. Ceci, sans compter que nous avons observé dans quelques cas que des entreprises présentent les salaires relatifs à l'organisation des activités dans le poste administration, ce qui gonfle indûment ce poste et prête à l'erreur d'analyse si les utilisateurs des états financiers analysent ces états financiers à l'aide d'indicateurs connus comme le ratio ressources utilisées dans la gestion / ressources utilisées dans la réalisation des activités.

Nous avons remarqué, au moment de la construction de la base de données, qu'il existait une grande disparité de taille des entreprises qui nous avaient transmis leurs états financiers et il nous est apparu intéressant d'examiner plus finement les états des résultats de l'exercice financier 2000 (exercice pour lequel nous détenons le plus grand nombre d'états financiers) en segmentant notre échantillon, en trois groupes. Notre hypothèse étant qu'il existe une structure de comptes en évolution avec la taille de l'entreprise. Le total des produits a été utilisé comme critère de démarcation entre les tiers. Les résultats sont présentés dans le tableau 4.

¹¹ Nous posons comme hypothèse que le poste commandites n'inclut que des commandites d'entreprises privées.

¹² Nous additionnons les postes Cachets, Frais de séjour artistes, Prix, et Exposition et Activités.

Tableau 4
Festivals et événements
État des résultats 2000
Présenté par taille d'entreprises

Produits	1^{er} tiers	%	2^e tiers	%	3^e tiers	%
Nombre d'entreprises	7		8		7	
Contribution milieu	33185	17	31670	6	173186	8
Subventions totales	54448	27	45721	8	390492	17
Partenaires	3450	2	29255	5	13455	1
Commandites	16453	8	75010	14	730360	32
Publicité	0	0	0	0	54768	2
Ventes - Billets	47404	24	150120	28	650802	29
Dons Public	1831	1	38777	7	1406	0 ¹³
Resto-Bar	40773	20	123410	23	186794	8
Divers	1617	1	50217	9	57059	3
		100		100		100

Charges	1^{er} tiers	%	2^e tiers	%	3^e tiers	%
Nombre d'entreprises	7		8		7	
Publicité	22745	11	80632	15	318761	14
Cachets	33088	16	40366	8	387068	17
Frais séjour artistes	8605	4	40003	8	32280	1
Prix	3500	2	27392	5	134839	6
Expos Activités	68270	33	169722	33	965953	42
Loyer	1045	1	9028	2	1600	0
Serv. professionnels	0	0	6305	1	15490	1
Fournitures bureau	0	0	1897	1	3235	0
Frais bancaires	673	0	6473	0	2326	0
Frais financiers	4697	2	16372	3	12829	1
Administration	57172	28	103099	20	312082	14
Amortissement	978	0	12843	2	36214	2
Autres	5535	3	9301	2	37155	2
		100		100		100

Mentionnons d'abord qu'il existe effectivement une grande disparité entre la taille des entreprises du regroupement, avec 7 entreprises présentant un total des produits, inférieur

à 236 000 \$ (1^{er} tiers), 8 entreprises présentant un total des produits variant entre 236 000 \$ et 498 300 \$ (2^e tiers), et 7 entreprises présentant un total des produits, supérieur à 498 300 \$ (3^e tiers).

En accord avec notre hypothèse, chaque tiers d'entreprise présente une structure de comptes qui lui est propre, mais plusieurs interprétations peuvent justifier cette situation.

Ce qui retient d'abord l'attention au moment de l'examen du tableau 4 est la différence dans les pourcentages relatifs, selon la taille de l'entreprise, de chacun des postes de produits, notamment les postes Contribution du milieu, Subventions totales et Commandites. Mais le fait que plusieurs contributions gouvernementales soient maintenant considérées comme des commandites, plutôt que comme des subventions, vient brouiller notre lecture. Voici comment. Le total des postes contribution du milieu et subventions totales est de 44% pour le 1^{er} tiers, et de 14% et 25% pour les 2^e et 3^e tiers respectivement. Mais si nous ajoutons maintenant le poste commandite qui peut effectivement inclure des contributions étatiques, désignées et classées adéquatement, nous obtenons des pourcentages respectifs de 52%, 18% et 57%. Sur la base d'un examen attentif des informations fournies dans les états financiers, mais surtout sur la base de nos entretiens avec des intervenants de l'industrie du tourisme social et de l'industrie de la publicité, il serait plus facile pour les entreprises de grande taille d'attirer les commandites des entreprises privées, la taille critique d'un événement étant un des critères du passage à l'action. Ce qui nous permettrait d'énoncer que les entreprises parties du 3^e tiers de notre échantillon s'autofinancent à hauteur de 75%, en comparaison d'une hauteur d'autofinancement de 56 % à leurs débuts.

Ce qui attire également notre attention, dans la section Produits est la différence relative des postes ventes de billets, et resto bar, qui représentent 44 % du total des produits des entreprises du 1^{er} tiers par rapport à 37 % pour les entreprises du 3^e tiers.

En résumé, sur la base des informations recueillies, nous pourrions affirmer que la restauration et le service de bar constituent une partie importante de l'autofinancement pour les organisations de petite taille, alors que la commandite constitue une partie

¹³ 0 = arrondissement des %

importante de l'autofinancement pour les entreprises de plus grande taille. Ce qui constitue déjà une information primordiale à prendre en considération, advenant un changement dans la réglementation sur les compagnies de boissons alcoolisées, qui, nous le savons, sont très présentes dans les événements spéciaux, les foires et les expositions. Information également primordiale pour l'importance de maintenir l'intérêt des commandites, à la lumière des batailles actuelles causées par la perte des commandites des cigarettiers, et par la reconfiguration de l'allocation des budgets limités des commanditaires restants. Autrement dit, plus de convives autour d'une assiette réduite.

L'examen des comptes de charges nous permet de constater que trois grands postes synthèse, soit le poste publicité, le poste synthèse-coût de l'événement (cachets + frais séjour artistes + prix + expos activités) et le poste administration représentent la presque totalité des charges. Pour faire référence à une observation faite ci-dessus, le faible solde du poste immobilisation explique le faible solde du poste lié amortissement. Nous pensons ici que l'interprétation directe des soldes du poste administration peut être trompeuse, car nous avons été en mesure d'observer que quelques entreprises de petite taille enregistrent en bloc les charges salariales sous le poste administration. Il nous est naturellement impossible, sur la base des informations présentées, d'estimer les retombées monétaires dans le milieu, que ce soit au niveau des fournisseurs, des salariés et des autres partenaires locaux. Ce qui motivera une partie du plan comptable que nous proposons en conclusion de ce rapport de recherche.

Finalement, une grande question demeure : nous n'avons pas pu identifier exactement comment sont comptabilisés les dons faits par ces organisations à des organismes caritatifs. Nous les avons quelquefois retrouvés dans les charges de l'exercice ou mentionnés dans les notes aux états financiers.

Note : Nous avons tenté, sans succès, dans notre recherche, de déterminer des liens entre différents postes aux états financiers et la vente de billets pour connaître l'effort qui constituait le meilleur levier d'affluence sur les sites. La régression linéaire, l'analyse en composantes principales, et l'analyse factorielle sont les méthodes d'analyse statistique que nous avons utilisées.

3.3 Notes complémentaires aux états financiers

Particularités comptables

La réalisation des activités du regroupement de Festivals et Événements ne pourrait se faire sans que la communauté s'implique sous forme d'apports en biens et services ou sous forme de bénévolat. Il existe ici une grande divergence dans la quantité et la précision des informations fournies à ce sujet, ainsi qu'une grande disparité au niveau des modes de constatation et de mesure desdits apports dans les états financiers. Nous présentons dans le tableau suivant les pratiques individuelles de présentation de l'information que nous avons observées sur lesquelles nous devons apporter des solutions dans la préparation d'un plan uniforme de préparation et de présentation de l'information financière. Afin de mieux illustrer les éléments de disparité constatés, nous reportons, telles quelles, les informations recensées dans les notes aux états financiers.

Tableau 5
Festivals et Événements
Notes aux états financiers
Particularités comptables

Dossier	Nature	Constaté *	Pratique comptable et Équivalent en \$	Équivalent Bénévoles	
					\$
2	Apport sous forme de biens et services, mention :				
	Ville : budget d'opération, locaux et services	N	27 800		
	Breuvage, repas, publicité	N	48 000		
	Immobilisations	O	Juste valeur		
	Bénévoles	N		310	7584
3	Bénévoles	N			
4	Apports reçus sous forme de biens et services	N	84 610		
5	Commandites reçues sous forme de produits et comptabilisation des dépenses correspondantes	O	Commandites = Produits Charges = Dépenses correspondantes		
6	Commandites reçues sous forme de produits et de services	N			
9	Apports reçus sous forme de biens et services	O	Aucune mention		

12	Apports reçus sous forme de biens et services	O	Juste valeur		
14	Apports reçus sous forme d'immobilisations constatés comme produits	O	Produits à la juste valeur, ou 1\$		
	Apports reçus sous forme de produits et services	O	Juste valeur		
17	Dons accordés aux organismes	O	Charges de l'exercice		
18	Revenus et dépenses non monétaires	O	143 450 \$ Valeur d'échange		
19	Apports reçus sous forme de biens et services, ainsi que bénévoles	N			
20	Commandite de la ville reçue sous forme de loyer	N	9 030		
23	Apports reçus en dotations	O	Augmentation directe des actifs nets		

* **Constaté** = identifié et présenté dans les états financiers. Autrement, information fournie dans les notes aux états financiers.

4. ASSOCIATION DES CAMPS DU QUÉBEC

Nous avons reçu et traité les états financiers de 24 entreprises de l'Association des camps du Québec. Selon la dernière date de fin d'exercice financier, les exercices présentés varient entre 1998 et 2001. Tout comme c'était le cas dans la section des entreprises du regroupement Festivals et Événements, l'exercice financier 2000 étant l'exercice offrant le plus grand nombre d'états financiers complets présentés, il sera utilisé comme exercice de référence dans nos analyses effectuées par groupe tiers d'entreprises.

4.1 Qualité de la présentation de l'information financière

Commençons par examiner la qualité de l'information financière présentée.

Tableau 6
Association des camps du Québec
Qualité de l'information financière

	1999	%	2000	%	2001	%
États financiers vérifiés	14	61	14	58	6	55
<i>Type de rapport</i>						
<i>Sans Réserve</i>	7		7		5	
<i>Avec Réserve(s)</i>	7		7		1	
<i>Redressement</i>						
Mission d'examen	7	30	7	29	4	36
Avis au lecteur						
Maison	2	9	3	13	1	9
Nombre états financiers	23		24		11	

* Un vérificateur a inclus dans les notes aux états financiers un doute sur la continuité des opérations; le rapport a tout de même été émis sans réserve.

** Les états financiers non vérifiés sont constitués en grande partie de rapports de missions d'examen préparés par des experts comptables. La seule dérogation à la normalisation comptable qui a été identifiée par les experts comptables est que deux entreprises n'amortissent pas leurs immobilisations. Une autre entreprise qui a présenté des états financiers maison n'amortit pas ses immobilisations.

Encore une fois, nous devons souligner la qualité de l'information recueillie, avec une moyenne de 90 %, sur le total des exercices financiers recensés, d'états financiers accompagnés d'un rapport de vérification (plus de 55 % des entreprises, dont la moitié des rapports ont été émis sans réserve) ou d'un rapport de mission d'examen, ce qui nous assure du respect des principes comptables généralement reconnus, publiés par l'ICCA. Les dérogations aux PCGR recensées sont principalement liées aux politiques comptables des immobilisations, actifs qui constituent l'élément majeur d'exploitation de ce type d'entreprises, mais dont la valeur échappe à l'examen comptable actuel. C'est pourquoi nous invitons le lecteur à consulter plus attentivement le tableau des particularités comptables présenté ci-après.

4.2 Les états financiers

Contrairement aux entreprises du regroupement précédent, la réalisation des activités statutaires des entreprises membres de l'Association des camps du Québec exige une infrastructure importante d'hébergement et de loisirs sous forme d'immobilisations, incluant terrains, bâtiments, et équipements (voir tableau 11). Et il est connu que ce poste comptable connaîtra une augmentation importante au cours des prochaines années à cause des investissements qui seront nécessaires pour satisfaire aux normes environnementales.

Tableau 7
Association des camps du Québec
Bilans

	1999	2000	2001
Actif total = Passif + Avoir	9 786 716 \$	10 216 602 \$	6 051 673 \$
Actif court terme	0,142	0,139	0,331
Actif long terme	0,858	0,861	0,669
Passif court terme	0,144	0,127	0,130
Passif long terme	0,147	0,179	0,169
Avoir	0,709	0,694	0,701
Ratio fonds de roulement	0,986	1,094	2,543
Structure financière	0,412	0,441	0,426

Ratio fonds de roulement = Actif à court terme / Passif à court terme

Ratio structure financière = Passif à court terme + Passif à long terme / Avoir

Le tableau 7 présenté ci-dessus est révélateur à cet effet puisque nous pouvons constater, par exemple, que les actifs à long terme totalisent 85.8% et 86.1% des actifs totaux des entreprises. Notons que nous savons que cette donnée est sous-évaluée (en terme d'évaluation d'entreprise) pour les raisons suivantes :

- les terrains occupés par les entreprises sont des terrains en bordure de cours d'eau pour certains, maintenant situés au centre de territoires de développement résidentiel, donc recherchés. La valeur n'est pas, ou si elle l'est, pleinement enregistrée dans les états financiers
- plusieurs propriétés immobilières ont été prêtées, à long terme ou données par des organismes religieux ou caritatifs ; aucune valeur n'est présentée dans les états financiers
- plusieurs équipements sont donnés sans que la juste valeur ne soit présentée dans les états financiers
- la totalité des coûts de construction et de rénovation des immeubles n'est pas pleinement enregistrée, une partie importante des travaux étant effectuée par des bénévoles dont l'apport n'est pas comptabilisé.

Mais également sur-évaluée (en termes comptables) parce que plusieurs entreprises ne comptabilisent pas d'amortissement (avec l'impact conséquent sur le poste actifs nets). Voir le tableau des particularités comptables.

Le faible taux d'endettement à long terme (14.7% et 17.9% pour les exercices financiers terminés en 1999 et 2000) est consistant avec la provenance à titre gratuit d'une grande partie des immobilisations, mais ajoutons que la faible marge de manœuvre financière des entreprises, avec un fonds de roulement de .986 et 1.094 pour les exercices financiers terminés en 1999 et 2000 représente une contrainte au développement à long terme.¹⁴ Nous pensions, au début de notre recherche, que ce type d'entreprises recevait des dons ou des legs à gérer sous forme de fonds de dotation. Il ne semble pas que ce soit le cas puisque nous n'avons trouvé, dans les bilans, aucune mention à ce sujet. Nous avons cependant constaté que quelques entreprises étaient liées à des fondations où pourraient se retrouver les fonds recherchés. Le tableau des particularités comptables présente quelques exemples de transactions entre un organisme donateur et l'entreprise liée.

¹⁴ La prudence s'impose sur l'interprétation de notre énoncé, qui n'est fondée, ici que sur l'information recueillie. La séparation légale et comptable entre le fond donateur apparenté, responsable de la levée, de la garde et de la gestion des fonds recueillis, et l'entité d'exploitation, qui en principe est l'entité consommatrice, pourrait expliquer les données quantitatives présentées.

Tableau 8
Association des camps du Québec
États des résultats

	1999	2000	2001
TOTAL PRODUITS	8 904 133 \$	9 704 19 \$	5 779 734 \$
Contribution du milieu	0,016	0,019	0,042
Subventions fédérales	0,003	0,006	0,015
Subventions provinciales	0,058	0,070	0,084
Subventions non identifiées	0,060	0,048	0,035
Partenaires	0,082	0,074	0,040
Commandites	0,007	0,005	0,001
Pension et activités	0,657	0,661	0,663
Dons du Public	0,042	0,053	0,049
Publicité	0,000	0,000	0,000
Restaurant - Salle à manger	0,041	0,040	0,055
Divers	0,034	0,024	0,016

	1999	2000	2001
TOTAL CHARGES	8 759 341 \$	9 536 881 \$	5 420 448 \$
Publicité	0,023	0,023	0,021
Tenue de l'activité	0,316	0,319	0,385
Loyer	0,006	0,007	0,002
Services professionnels	0,018	0,018	0,025
Fournitures de bureau	00,13	0,014	0,011
Frais bancaires	0,006	0,006	0,005
Frais financiers	0,018	0,005	0,007
Administration	0,569	0,570	0,510
Amortissement immob	0,026	0,030	0,033
Autres	0,005	0,008	0,001

Si nous examinons maintenant le précédent tableau (tableau 8), présentant une analyse verticale des états des résultats de ces entreprises, il est montré qu'une large part de l'autofinancement (65.7% en 1999, 66.1% en 2000) des camps provient des frais de pension et d'activités facturés aux bénéficiaires, statutaires ou marchands. Nous entendons par bénéficiaires statutaires les bénéficiaires dont le dossier correspond à la mission de l'entreprise; nous entendons par bénéficiaires marchands, les clients facturés au plein tarif (incluant les ententes de partenariat et d'impartition de services conclues avec des partenaires tels les municipalités). Les autres produits sont constitués des participations étatiques ou municipales (13.7% en 1999, 14.3% en 2000), et de l'organisation d'événements bénéfiques, tels soupers thématiques ou tournois de golf, probablement comptabilisés dans compte divers. Nous savons également qu'il existe des liens entre certaines de ces entreprises et des organismes caritatifs qui leur versent à chaque année une forme de subvention pour le maintien des activités. Ces apports sont probablement présentés sous le poste partenaires. En raison de l'influence notable ou du contrôle exercés par la présence commune de certains membres du conseil d'administration, il serait instructif de présenter plus d'information sur les transactions inter organisations.

Y a-t-il des entreprises de ce regroupement qui reçoivent des biens et des services à titre gratuit ? Il semble que oui, sur la base de nos discussions avec des représentants de ce regroupement, bien que très peu d'entreprises les intègrent dans leurs états financiers. La consultation du tableau des particularités comptables recensées dans les notes aux états financiers est révélatrice à ce sujet.

L'examen tel quel des charges du regroupement des Associations des camps du Québec pose problème, puisque la majorité des charges sont imputées sous le poste administration. À titre d'exemple, pour l'exercice financier 2000, 31.9% des charges sont imputées au poste réalisation des activités, alors que 57% des charges sont imputées au poste administration, ce qui ne correspond pas à la réalité. Mais il semble que la pratique comptable soit de présenter la totalité des salaires (incluant, par exemple, le salaire des animateurs) à un seul poste, bien que l'information segmentée soit disponible dans les systèmes comptables des entreprises.

Un autre problème est l'impossibilité de faire valoir le rayonnement de l'entreprise dans la communauté, apporté par les contributions directes (salaires, achats locaux) et indirectes effectuées.

Tableau 9
Association des camps du Québec
État des résultats 2000
par taille d'entreprises

Produits	1^{er} tiers	%	2^e tiers	%	3^e tiers	%
Nombre d'entreprises	8		8		8	
Contribution milieu	46372	14	23915	5	30824	3
Subventions totales	29846	9	42522	9	77903	9
Partenaires	5450	2	120523	27	157064	17
Commandites	24000	7	5000	1	5990	0
Pension&Activités	107889	34	219851	49	473851	52
Resto&Salle à manger	87544	28	3189	1	97474	11
Dons du public	16945	5	24775	6	48782	5
Publicité	0	0	0	0	0	0
Divers	4577	1	10226	2	21230	3
		100		100		100

Charges	1^{er} tiers	%	2^e tiers	%	3^e tiers	%
Nombre d'entreprises	8		8		8	
Publicité	474	2	11101	3	17633	2
Activités	70390	36	78418	23	241432	30
Administration	75221	39	218889	62	385751	49
Loyer	14445	7	1890	1	8614	1
Serv. professionnels	4669	2	6062	2	12462	2
Fournitures bureau	3197	2	5377	2	13035	2
Frais bancaires	1549	1	3887	1	3619	0
Frais financiers	9756	5	3661	1	21775	3
Amortissement	11827	6	14144	4	31985	4
Autres	588	0	2723	1	59342	7
		100		100		100

Tout comme nous l'avons fait dans la section précédente, nous avons affiné notre analyse en segmentant, par tiers d'entreprises, les données de l'exercice financier 2000. Le critère de clivage étant toujours le chiffre d'affaires¹⁵. Il existe une grande diversité dans la taille des entreprises incluses dans notre échantillon. 8 entreprises présentent un chiffre d'affaires inférieur à 282 000 \$ (1^{er} tiers), 8 entreprises présentent un chiffre d'affaires variant entre 282 000 \$ et 411 200 \$ (2^e tiers), et 8 entreprises présentent un chiffre d'affaires supérieur à 411 200 \$ (3^e tiers). Nous commentons les résultats présentés dans le prochain tableau.

Il semble que la structure des entreprises de ce regroupement augmente de façon proportionnelle avec la taille puisque les pourcentages relatifs regroupés, en particulier le total des postes pensions et activités plus restauration et salle à manger (environ 60 %) demeurent les mêmes. Deux éléments ont retenu notre attention.

Premièrement le glissement entre le 1^{er} tiers (15 % et 2%) et le 3^e tiers (3 % et 17 %) du poste contribution du milieu au poste partenaires, et la mention presque unique chez les entreprises de petite taille du poste commandites (7% pour les entreprises du 1^{er} tiers, 0 % pour les entreprises du 3^e tiers). Rappelons que les plus petites entreprises sont les entreprises qui présentent dans le format « état financier maison » leur information financière. Il serait donc erroné de notre part d'attribuer des comportements corporatifs liés aux données présentées.

Note : Étant donné le niveau relativement important du poste salaire, et l'utilisation fréquente de cette donnée pour estimer les retombées directes et indirectes d'une activité économique, nous avons tenté, sans succès, d'isoler cette variable. Nous aurions également souhaité isoler les charges relatives à la réalisation des activités des charges purement administratives, ce qui n'a été possible que pour quelques entreprises. En conséquence, nous invitons le lecteur à additionner les sections Activités et Administration avant de se livrer à quelque interprétation des données présentées.

Afin de « visualiser », en quelque sorte, la structure du bilan et de l'état des résultats d'une entreprise de ce regroupement, nous avons choisi de présenter (% relatifs) les

¹⁵ Le total des produits = le chiffre d'affaires

données d'une entreprise qui nous avait fourni des informations détaillées sur l'exploitation et sur l'administration.

Tableau 10
Association des camps du Québec
Bilan Type
Exercice financier 2000

Poste comptable	%	Explications
Actif à court terme		
Débiteurs	0.9	Subvention à recevoir
Immobilisations	99.1	Voir prochain tableau
Total	100.0	
Passif à court terme		
Emprunt bancaire		
Comptes fournisseurs	1.2	
Partie c.t. dette l.t.	1.1	
Passif à long terme		
Prêt hypothécaire	6.7	
Actifs nets non affectés	0.0	
Actifs nets investis en immobilisations	91.0	
Total	100.0	

Tableau 11
Association des camps du Québec
Immobilisations
Exercice financier 2000

Poste comptable	%
Terrain et aménagement	17.6
Bâtisse	63.3
Matériel roulant	1.0
Mobilier	2.8
Équipement	15.3

Tableau 12
Association des camps du Québec
État des charges
Exercice financier 2000

Ratio Frais d'administration* / Frais d'exploitation : 11.4 %

Frais d'administration

Poste comptable	%
Fournitures de bureau, papeterie	9.3
Publicité	52.0
Frais de représentation	12.5
Honoraires professionnels	9.3
Communications	12.5
Autres	4.4

Frais d'exploitation

Poste comptable	%
Fourniture et approvisionnement	19.0
Assurances et Sécurité	4.2
Entretien et réparation	17.6
Salaires et avantages sociaux*	57.8
Taxes et permis**	1.4
Autres	

* Inclut l'ensemble des salaires, exploitation et administration

** Taxes et permis est classé parmi les frais d'exploitation pour cette entreprise

4.3 Notes complémentaires aux états financiers

Particularités comptables

Dans le cas de ce regroupement, comme il est justement reflété dans les bilans, la réalisation des activités ne pourrait se faire sans que l'entreprise ne bénéficie ou ne soit propriétaire de locaux, d'installations, mis à la disposition de sa clientèle. Nous avons été en mesure de constater la disparité des modes d'utilisation et la disparité des pratiques comptables et de présentation de l'information. Afin de mieux illustrer notre propos, nous avons regroupé dans le tableau suivant les informations pertinentes à la connaissance des particularités de propriété, d'utilisation, et de financement des immobilisations utilisées.

Tableau 13
Association des camps du Québec
Particularités comptables
Notes aux états financiers

Dossier	Types d'immobilisations	Types de prêts	Particularité de la présentation comptable	Particularité de l'utilisation des actifs
24	Propriétaire des terrains et du bâtiment		Dons reçus sous forme de fournitures sont comptabilisés comme produits	
25	Terrains, bâtiments équipements et ameublement de bureau	Emprunt hypothécaire	Les immobilisations corporelles ne sont pas capitalisées. La dépense en immobilisation est totalement imputée aux résultats de la période où elle est encourue. Les actifs immobilisés ne sont pas amortis.	
26				Le terrain ainsi que les bâtiments sont loués à un organisme affilié via le conseil d'administration à un prix de 100 \$ annuel
27	Propriétaire des terrains et bâtiments	Prêt à payer à une Fondation(50% de la dette à long terme)	Activités des bénévoles (3072 heures), non cpté	
28	Propriétaire des bâtiments construits	Marge de crédit cautionnée par un administrateur	Heures des bénévoles comptabilisées dans le coût des immobilisations	
29				La Ville fournit les locaux et les installations récréatives. La juste valeur estimée à 20,000 \$ n'est pas cptée
30	Propriétaire des bâtiments	Financement par un organisme caritatif		

Tableau 13 (suite)

31	Les immobilisations sont constituées des améliorations aux terrains et aux bâtiments	Dons reçus de la Fondation affiliée pour construire les immobilisations		Bail emphytéose
32	Propriétaire du terrain et bâtisse			
34	Propriétaire terrain et bâtisse		Les immobilisations ne sont pas amorties	
35				Transfert de la Fondation au camp, par acte de donation des titres de propriétés des immeubles, terrains, et équipements, sous réserve de conditions
36				Locataire, assume frais d'assurance, taxes foncières et réparations majeures
37	Améliorations aux bâtiments			Locataire (sans frais) d'un organisme religieux
40	Amélioration du site			Occupation gratuite des bâtiments, mais pas de mention dans les é/f
41				Occupation gratuite d'une communauté religieuse (non cpté) Affiliation via le conseil d'administration
42	Propriétaire des immobilisations	Petite garantie hypothécaire signée à l'égard d'un club social	Les immobilisations ne sont pas amorties	Engagement, en cas de cessation des opérations de rembourser les différents donateurs (clubs sociaux)
43	Propriétaire des terrains et bâtisses	Prêt hypothécaire	Les immobilisations ne sont pas amorties	
44	Propriétaire des terrains et bâtisses	Prêt hypothécaire	Les immobilisations ne sont pas amorties	

Tableau 13 (suite)

45			Doute quant à la continuité d'exploitation Travail des bénévoles et dons de services non cpté	Locataire des lieux, Loyer annuel de 10 000 \$, propriétaire inconnu
46	Immobilisations cpté 1 \$ (valeur d'assurance de 650 000 \$)	Prêt hypothécaire	Dons en biens et services non cpté	Don d'un organisme affilié via le conseil d'administration
47	Apports sous forme d'immobilisations cpté à la juste valeur ou à 1 \$ Propriétaire des terrains et bâtiments			

5. MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DES CAMPS FAMILIAUX

Nous avons reçu et traité les états financiers de 8 entreprises du Mouvement québécois des camps familiaux et les exercices financiers présentés varient entre 1998 et 2001. Afin de conserver l'uniformité temporelle pour les analyses financières réalisées par taille d'entreprise, nous retiendrons l'exercice financier 2000 comme année de référence.

5.1 Qualité de la présentation de l'information financière

Commençons par examiner la qualité de l'information financière présentée.

Tableau 14
Mouvement québécois des camps familiaux
Qualité de l'information financière

	1999	%	2000	%	2001	%
États financiers vérifiés	5	63	5	63	4	80
<i>Type de rapport</i>						
<i>Sans Réserve</i>	1		1		1	
<i>Avec Réserve(s)*</i>	4		4		3	
<i>Redressement</i>						
Mission d'examen	3	37	3	37	1	20
Avis au lecteur						
Maison						
Nombre états financiers	8		8		5	

** Les états financiers vérifiés avec réserve incluent une réserve à l'effet que le vérificateur n'a pu s'assurer de l'intégralité des produits.

Mentionnons premièrement la qualité de l'information financière disponible, puisque tous les états financiers sont accompagnés d'un rapport de vérification (63 % des entreprises en 1999 et 2000) ou d'un rapport de mission d'examen. Rappelons que malgré les limites du modèle comptable, la présentation de rapports financiers de qualité montre une mise en place de principes de saine gouvernance et une transparence dans l'utilisation des ressources, ce qui répond aux besoins d'assurance des donateurs, bienfaiteurs, et autres contributeurs de fonds. Ce commentaire est valable pour les entreprises de ce regroupement, autant que pour les entreprises des autres regroupements inclus dans ce rapport.

5.2 Les états financiers

L'examen des états financiers du Mouvement québécois des camps familiaux nous montre un fonctionnement d'entreprises fondé sur l'exploitation d'actifs immobilisés liés à l'hébergement. Le tableau des bilans historiques présenté ci-dessous est une bonne illustration de cet énoncé, puisque plus de 80 % des actifs totaux sont constitués d'actifs à long terme. Tout comme c'est le cas pour le regroupement de l'Association des camps du Québec, compte tenu des particularités de la provenance à titre gratuit d'une partie des immobilisations (sous évaluation), compte tenu de la beauté et de l'emplacement recherché des sites occupés (sous évaluation) et compte tenu de la dérogation possible au principe comptable de l'amortissement (sur évaluation), les montants présentés sont sujets à un écart important entre la valeur comptable et la juste valeur (en utilisant la valeur marchande ou l'évaluation foncière comme indicateur). L'examen du tableau des particularités comptables présenté ci-dessous fournit plus d'information sur le sujet.

Tableau 15
Mouvement québécois des camps familiaux
Bilans

	1999	2000	2001
Actif total = Passif + Avoir	3 387 924 \$	3 353 123 \$	2 265 800 \$
Actif court terme	0,193	0,177	0,160
Actif long terme	0,807	0,823	0,840
Passif court terme	0,100	0,069	0,081
Passif long terme	0,279	0,248	0,398
Avoir	0,621	0,683	0,521
Ratio fonds de roulement	1,922	2,567	1,983
Structure financière	0,612	0,464	0,918

Ratio fonds de roulement = Actif à court terme / Passif à court terme

Ratio structure financière = Passif à court terme + Passif à long terme / Avoir

Les actifs à court terme sont principalement constitués de liquidités présentes, encaisse, et à venir, subventions à recevoir (19.3% en 1999 et 17.7 % en 2000). Si nous examinons la situation des liquidités en relation avec le ratio de fonds de roulement (1.922 en 1999 et 2.567 en 2000), nous obtenons probablement une fausse lecture de la situation si sont totalisés, à l'intérieur du poste encaisse des montants provenant de fonds dédiés ou réservés à des fins autres que l'exploitation courante. Nous avons vérifié dans les notes aux états financiers la nature et la quantité d'information disponible à ce sujet. En général, nous ne retrouvons que la description des placements effectués. Soulignons qu'en vertu d'une récente modification au manuel de l'ICCA, les encaisses grevées d'une impossibilité de sortie à court terme sont maintenant présentées dans la section long terme, ce qui est plus cohérent avec le message que l'on veut transmettre. Tout comme nous obtenons une fausse lecture si nous ne connaissons pas le modèle d'opération de l'entité totale, c'est-à-dire l'entité d'exploitation (le camp) et les fonds apparentés. Une attention particulière sera accordée à cette problématique dans notre proposition de plan comptable révisé.

Tableau 16
Mouvement québécois des camps familiaux
États des résultats

	1999	2000	2001
TOTAL PRODUITS	3 998 874 \$	4 390 085 \$	1 612 371 \$
Contribution du milieu	0,229	0,241	0,000
Subventions fédérales	0,011	0,007	0,005
Subventions provinciales	0,126	0,111	0,087
Subventions non identifiées	0,043	0,110	0,134
Partenaires	0,071	0,067	0,040
Commandites	0,003	0,004	0,000
Pension et Activités	0,326	0,305	0,492
Dons du Public	0,048	0,025	0,013
Publicité	0,000	0,000	0,000
Restaurant – Salle à manger	0,104	0,075	0,195
Divers	0,039	0,055	0,034

	1999	2000	2001
TOTAL CHARGES	4 034 312 \$	4 407 101 \$	1 614 272 \$
Publicité	0,014	0,012	0,031
Tenue de l'activité	0,177	0,181	0,186
Loyer	0,007	0,006	0,009
Services professionnels	0,015	0,011	0,005
Fournitures de bureau	0,004	0,007	0,011
Frais bancaires	0,004	0,002	0,006
Frais financiers	0,014	0,014	0,072
Administration	0,641	0,619	0,528
Amortissement immobilier	0,048	0,041	0,048
Autres	0,075	0,107	0,104

Le tableau 16 présente cette fois les états des résultats historiques des entreprises du regroupement de ce Mouvement.

L'examen technique de la section produits présente une capacité d'autofinancement (contribution du milieu + partenaires + commandites + pension et activités + resto salle à manger + divers) de l'ordre de 82% en 1999 et de 77.2% en 2000. Ces ratios pourraient être ajustés en fonction d'une réduction du poste contribution du milieu qui pourrait inclure des sommes autres que des sommes provenant des fondations apparentées, et de l'ajout de sommes incluses dans le poste subventions non identifiées, où, comme le terme l'indique, nous n'avons aucune information sur la provenance des rentrées de fonds.

Les autres contributeurs connus sont dans l'ordre, le gouvernement fédéral, avec une participation relative de 11.1% en 1999 et de .7% en 2000, et le gouvernement provincial, avec une participation relative de 12.6% en 1999 et de 11.1% en 2000.

Tableau 17
Mouvement québécois des camps familiaux
État des résultats 2000
Par taille d'entreprises

Produits	1^{er} tiers	%	2^e tiers	%	3^e tiers	%
Nombre d'entreprises	2		4		2	
Contribution milieu	15032	13	102269	24	1056399	52
Subventions totales	45432	39	139892	32	175753	8
Partenaires	24100	21	42000	10	205130	10
Commandites	0	0	0	0	17500	1
Pension&Activités	18939	16	97319	22	503794	24
Resto&Salle à manger	0	0	0	0	7232	0
Dons du public	9928	9	25084	6	25000	1
Publicité	0	0	0	0	0	0
Divers	1874	2	27572	6	77893	4
		100				100
Charges						
Charges	1^{er} tiers	%	2^e tiers	%	3^e tiers	%
Nombre d'entreprises	2		4		2	
Publicité	2212	2	5871	2	11473	1
Activités	8946	8	56311	14	277042	19
Administration	76325	69	208999	54	871382	60
Loyer	2415	2	11104	3	0	0
Serv. professionnels	1396	1	2409	1	17570	1
Fournitures bureau	1568	1	2044	1	9746	1
Frais bancaires	900	1	1677	0	2215	0
Frais financiers	5098	5	7103	2	37885	3
Amortissement	10561	10	31662	8	75328	5
Autres	1195	1	55599	15	152247	10
		100				100

Il nous apparaît beaucoup plus instructif d'examiner le tableau des produits et charges, en segmentant les données par taille d'entreprise (total des produits = critère de clivage entre les tiers d'entreprises), et nous présentons dans le tableau 17 les résultats de cette analyse affinée pour l'exercice financier 2000.

Il existe effectivement une grande disparité entre la taille des entreprises, avec 2 entreprises qui présentent un chiffre d'affaires inférieur à 258 000 \$ (1^{er} tiers), 4 entreprises qui présentent un chiffre d'affaires variant entre 258 000 \$ et 420 000 \$ (2^e tiers), et 2 entreprises qui présentent un chiffre d'affaires supérieur à 420 000 \$ (3^e tiers).

Au niveau des produits, la ventilation des fonds reçus entre le poste contribution du milieu et le poste synthèse subventions totales (provincial, fédéral et non identifiées), est source de questionnement, encore plus si nous ajoutons le poste dons du public qui n'est présent que pour les entreprises du 1^{er} et 2^e tiers. Nous avons tenté d'y répondre, sans succès, en excluant le montant des subventions non identifiées de notre grille de calcul. Notre hypothèse était la suivante : il est possible que beaucoup de subventions non identifiées appartiennent au classement du poste contribution du milieu et ne soient captées adéquatement que par les entreprises de grande taille. Tout comme nous avons posé l'hypothèse, sans pouvoir la valider, que les montants présentés à titre de dons du public par les entreprises du 1^{er} et 2^e tiers sont présentés sous des termes se rapprochant de l'implication communautaire par les entreprises du 3^e tiers, ce qui explique le glissement vers 0 du total de ce poste.

L'examen des charges doit se faire avec la même prudence dont nous donnions avis lors de l'analyse des données financières du regroupement de l'Association des camps du Québec, puisque l'analyse verticale montre que nous n'avons pas pu effectuer, sur la base des informations financières présentées, une ventilation adéquate entre la réalisation des activités et l'administration.

Afin de « visualiser », en quelque sorte, la structure du bilan et de l'état des résultats d'une entreprise de ce regroupement, nous avons choisi de présenter (% relatifs) les données d'une entreprise qui nous avait fourni des informations détaillées sur l'exploitation et sur l'administration.

Tableau 18
Mouvement québécois des camps familiaux
Bilan
Exercice financier 2000

Poste comptable	%	Explications
Actif à court terme		
Débiteurs	14.0	Les débiteurs sont constitués à 95 % de subventions à recevoir
Frais payés d'avance	1.7	
Immobilisations	84.3	Voir le détail des immobilisations, prochain tableau
Total	100.0	
Passif à court terme		
Emprunt bancaire	4.0	
Comptes fournisseurs	5.2	
Partie c.t. dette l.t.	1.7	
Passif à long terme		
Prêt hypothécaire	11.2	
Actifs nets non affectés	6.4	
Actifs nets investis en immobilisations	71.5	
Total	100.0	

Tableau 19
Mouvement québécois des camps familiaux
Immobilisations
Exercice financier 2000

Poste comptable	%
Terrain et aménagement	22.7
Bâtisse	43.6
Matériel roulant	0.4
Mobilier	4.0
Équipement	26.5
Outillage	2.0
Matériel informatique	0.8

Tableau 20
Mouvement québécois des camps familiaux
État des résultats
Exercice financier 2000

Ratio Frais d'administration* / Frais d'exploitation : 6.9 %

Frais d'administration

Poste comptable	%
Fournitures de bureau, papeterie	16.2
Publicité	11.9
Frais de représentation	2.2
Honoraires professionnels	30.8
Communications	15.5
Loyer	16.7
Autres	6.7

Frais d'exploitation

Poste comptable	%
Fourniture et approvisionnement	6.9
Assurances et Sécurité	17.4
Entretien et réparation	19.8
Ajustement aux normes	13.9
Salaires et avantages sociaux*	30.3
Taxes et permis	4.8
Autres	6.9

* Inclut l'ensemble des salaires, exploitation et administration

5.3 Notes complémentaires aux états financiers

Particularités comptables

Tableau 21
Mouvement québécois des camps familiaux
Particularités comptables
Notes aux états financiers

Dossier	Types d'immobilisations	Types de prêts	Particularité comptable	Particularité de l'utilisation des actifs
49			Réserve aux états financiers sur la compté des produits	
50		Prêt hypothécaire	Apports sous forme de service non cpt	Location des lieux
52		Prêts d'organismes religieux, sans intérêts	Apports reçus sous forme de services non cpté Bénévolat (500 heures) non cpté	
53			Les immobilisations ne sont pas amorties	
54		Prêts hypothécaires		Locataire d'une municipalité, bail à 1\$. Responsable frais d'entretien

6. AUBERGES DE JEUNESSE

Nous avons reçu les états financiers de 8 auberges de jeunesse, dont les dates de fin d'exercice varient entre 1998 et 2000. Mentionnons immédiatement une première caractéristique spécifique à ce regroupement, puisque 4 entreprises sont des sociétés à but lucratif et en conséquence, elles présentent leurs états financiers en accord avec les principes comptables généralement reconnus de leur catégorie (par exemple, leur bilan inclut un compte capital-action et un compte bénéfices non répartis).

Étant donné la présence de données extrêmes dans notre échantillon (écart important entre la plus petite et la plus grande auberge), nous avons choisi de ne pas présenter de tableaux séparés par tiers de chiffres d'affaires. Nous référons donc immédiatement le lecteur aux tableaux 23 et 24 présentant la structure moyenne des comptes de produits et charges ainsi que la structure moyenne des comptes de bilan de ces entreprises.

6.1 Qualité de la présentation de l'information financière

Examinons la qualité de l'information financière présentée.

Tableau 22
Auberges de jeunesse
Qualité de l'information financière

	1999	%	2000	%	2001	%
États financiers vérifiés	2	25	2	40		
<i>Type de rapport</i>						
<i>Sans Réserve</i>	1		1			
<i>Avec Réserve(s)</i>	1		1			
<i>Redressement</i>						
Mission d'examen	3	38	2	40		
Avis au lecteur	2	25				
Maison	1	12	1	20		
Nombre états financiers	8		5		0	

La présence d'organisations de plus petite taille explique probablement la présence relativement importante (37%), en 1999, de rapports financiers de type compilation, soit les avis au lecteur, et les états financiers maison. L'examen comparatif des exercices

financiers 1999 et 2000 semble valider notre réflexion, puisque si nous intégrons ces informations aux tableaux 23 et 24, nous constatons que la différence des données financières de trois auberges a peu d'impact sur la différence des actifs totaux et des chiffres d'affaires totaux. De plus, une réserve importante diminue le niveau d'assurance que nous pourrions attribuer à un des rapports de vérification, puisque la mention à l'effet qu'il existe des faiblesses dans le système de contrôle interne fait en sorte que des redressements pourraient être apportés à un ou tous les postes présentés.

6.2 Les états financiers

Tableau 23
Auberges de jeunesse
Bilans

	1999	2000	2001
Actif total = Passif + Avoir	4862062,7	4556369,9	ND
Actif court terme	0,076	0,080	
Actif long terme	0,924	0,920	
Passif court terme	0,120	0,123	
Passif long terme	0,460	0,490	
Avoir	0,420	0,387	
Ratio fonds de roulement	0,637	0,654	
Structure financière	1,380	1,583	

Ratio fonds de roulement = Actif à court terme / Passif à court terme

Ratio structure financière = Passif à court terme + Passif à long terme / Avoir

Si nous examinons maintenant le tableau des bilans, l'importance du poste Actif à long terme, constitué en grande partie de terrains et d'immeubles illustre bien le fonctionnement et la raison d'être des entreprises de ce regroupement. Le poste de passif conséquent, soit le poste passif à long terme, représente en moyenne 49 % de l'actif total, ce qui, sur la base des données comptables, nous rapproche du pourcentage de financement maximum accordé par beaucoup d'institutions financières sur des immeubles à vocation commerciale. L'inscription à la valeur marchande augmenterait évidemment notre estimation de la

capacité de financement de ces actifs, mais toujours sous la contrainte du calcul de la capacité de remboursement, qui ne semble pas offrir un haut niveau de support, sur la base des données compilées des états des résultats.

Un rapide calcul de la différence entre le total des produits et le total des charges pour l'exercice financier terminé en 1999 (116 625 \$) et terminé en 2000 (124 389 \$) appuie notre énoncé, d'autant plus que le surplus n'est pas réparti à valeur égale entre les auberges. (Ce commentaire est sujet à l'ajout du poste non monétaire amortissement des immobilisations tel que présenté au tableau 24 et au tableau 25)

Ajoutons que nous devons également tenir compte de la variable régionale car nous savons qu'il existe actuellement de grandes variations dans le ratio bancaire % financement / valeur de l'immeuble selon la région où est situé l'immeuble.

Si nous revenons à la section des produits, force nous est de constater que les sources de financement sont peu nombreuses, incluant la contribution des visiteurs (82.7% en 1999, 78.3% en 2000), le service de restauration (11.8% en 1999, 13.5% en 2000) et la contribution étatique (2.1% en 1999, 2.5% en 2000). Soulignons que la contribution étatique pourrait inclure la participation à des programmes accessibles à l'ensemble des entreprises, comme le soutien à l'emploi étudiant, par exemple.

Les charges encourues pour réaliser l'exploitation sont quant à elles concentrées dans les postes administration (57.4 % en 1999, 58.7% en 2000), et tenue de l'activité (incluant loyer) (23.7% en 1999 et 22.5% en 2000).

Tableau 24
Auberges de jeunesse
États des résultats

	1999	2000	2001
TOTAL PRODUITS	3 555 981 \$	3 506 316 \$	ND
Contribution du milieu	0,004	0,001	
Subventions fédérales	0,005	0,008	
Subventions provinciales	0,012	0,016	
Subventions non identifiées	0,000	0,000	
Partenaires	0,000	0,000	
Commandites	0,000	0,000	
Vente- Billets	0,827	0,783	
Dons du Public	0,000	0,000	
Publicité	0,000	0,000	
Publicité			
Restaurant – Bar	0,118	0,135	
Divers	0,034	0,057	

	1999	2000	2001
TOTAL CHARGES	3 439 356 \$	3 381 927 \$	ND
Publicité	0,033	0,027	
Cachets	0,000	0,000	
Frais séjour artistes	0,000	0,000	
Prix	0,000	0,000	
Tenue de l'activité	0,192	0,189	
Loyer	0,045	0,036	
Services professionnels	0,034	0,041	
Fournitures de bureau	0,014	0,018	
Frais bancaires	0,012	0,009	
Frais financiers	0,039	0,037	
Administration	0,574	0,587	
Amortissement immob	0,051	0,054	
Autres	0,006	0,00	

6.3 Notes complémentaires aux états financiers

Particularités comptables

Tableau 25
Auberges de jeunesse
Particularités comptables

Dossier	Types d'immobilisations	Types de prêts	Particularité comptable	Particularité de l'utilisation des actifs
56			Apports sous forme d'immobilisations cpté à la juste valeur	
61			L'amortissement n'est pas comptabilisé	
62			Apports reçus sous forme de services et bénévolat non comptabilisé	

Compte tenu qu'il est difficile, sur une base de données agrégées, de vraiment connaître la structure comptable du fonctionnement type d'une auberge de jeunesse, nous avons choisi de présenter (en terme de données relatives, dans un souci de conserver la confidentialité), les états financiers de l'une d'entre elles qui nous semblait représentative de l'échantillon.

Auberges de Jeunesse
Bilan
Exercice Financier 2000

Poste comptable	%	Explications
Actif à court terme		
Débiteurs	1.6	
Stocks	3.0	
Frais payés d'avance	1.4	
Immobilisations	94.0	Voir le détail des immobilisations, prochain tableau
Total	100.0	
Passif à court terme		
Emprunt bancaire	4.0	
Comptes fournisseurs	5.2	
Partie c.t. dette l.t.	2.8	
Passif à long terme		
Prêt hypothécaire	18.0	
Apports reportés	49.0	
Actifs nets non affectés	(4.0)	
Actifs nets investis en immobilisations	25.0	
Total	100.0	

Tableau 27
Auberges de jeunesse
Immobilisations
Exercice financier 2000

Poste comptable	%
Terrain et aménagement	.4
Bâtisse	71.1
Matériel roulant	4.2
Mobilier	24.3

Tableau 28
Auberges de jeunesse
État des résultats
Exercice financier 2000

Ratio Frais d'administration* / Frais d'exploitation : 22.9%

Attention : Ces états financiers incluent un poste coût des marchandises vendues (17.6 % du total des produits)

Frais d'administration

Poste comptable	%
Fournitures de bureau, papeterie	8.8
Publicité	14.4
Frais de représentation	11.1
Honoraires professionnels	53.3
Communications	8.0
Autres	4.4

Frais d'exploitation

Poste comptable	%
Fourniture et approvisionnement	4,5
Assurances et Sécurité	5,1
Entretien et réparation	6.6
Chauffage	7.6
Salaires et avantages sociaux*	72.4
Taxes, permis, adhésions	2.5
Autres	1.3

* Inclut l'ensemble des salaires, exploitation et administration

7. REDÉFINIR LA CHAÎNE DE PRÉPARATION ET DE DIVULGATION DE L'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES EN TOURISME SOCIAL

Comme il a déjà été mentionné au début de ce rapport, l'information fournie dans le rapport annuel des entreprises du secteur du loisir et du tourisme social doit dépasser le cadre réglementaire du Manuel de l'ICCA sur la présentation de l'information financière des organismes à but non lucratif.

De plus, le lecteur aura pu constater, dans la section précédente de ce rapport, l'insuffisance de l'information divulguée pour présenter ce qu'est réellement l'entreprise, ses acquis, ses apports, et surtout son devenir.

Deux alternatives s'offrent au chercheur dans la continuité de la recherche. Une première alternative, de longue durée, qui consiste à « remettre en question » le système de normalisation comptable pour modifier et ajouter, en terme de constatation et de mesure, les transactions réalisées par les entreprises en économie sociale. Nous souhaitons que ce rapport constitue une contribution importante à la motivation de la publication d'un chapitre dédié dans le Manuel de l'ICCA.

La seconde alternative, immédiate, est de profiter de ce moment d'exploration pour proposer un plan comptable révisé, qui constituera le premier modèle de référence pour les entreprises en loisir et tourisme social, mais également pour l'ensemble des entreprises de l'économie sociale. Nous souhaitons que notre proposition suscite les discussions et favorise un changement de culture, chez l'entreprise et chez ses partenaires, pour passer de la reddition de l'historique des comptes à l'exercice stimulant de l'énoncé, du suivi et de la communication de ce qu'est l'entreprise, de son action responsable, et de ce qu'elle veut accomplir.

Pour illustrer notre pensée, nous présentons les grandes lignes de trois nouveaux modèles d'information sur l'entreprise que nous avons trouvé pertinents pour la continuité de la recherche.

7.1 Le modèle de Di Piazza et Eccles

Voici ce que propose le modèle d'information à trois niveaux de Di Piazza et Eccles¹⁶.

1^{er} niveau : *L'entreprise.* Présentation des états financiers sur la base des principes comptables généralement reconnus (actuellement utilisés, partie de la première étape de la recherche).

2^e niveau : *L'industrie.* Informations standards présentées par toutes les entreprises du secteur (amorcé dans cette recherche). Ce qui pourrait signifier, par exemple, la construction d'indicateurs utiles dans les plans de communication avec les ministères.

3^e niveau : *L'entreprise.* Informations spécifiques utiles à une meilleure compréhension de l'entreprise (amorcé dans cette recherche).

7.2 Le modèle GRI ou le changement dans les perceptions

Il existe des groupes d'entreprises qui s'intéressent et expérimentent de nouveaux formats de divulgation d'information. CERES (Coalition of Environmental Responsible Economies), par exemple, a publié des directives pertinentes à la préparation de rapports d'entreprises sur le thème du développement durable intitulé Global Reporting Initiative 2002¹⁷.

Une entreprise, quels que soient les volets spécifiques de sa mission, contribue à l'essor économique d'une municipalité, d'une région. La société Unilever¹⁸, une entreprise à but lucratif américaine dont les marques de commerce sont connues internationalement (Lipton, Dove) est une des premières entreprises à participer au « Global Reporting Initiative ». La consultation de son rapport social fournit quelques initiatives intéressantes en ce sens, par exemple, une nouvelle façon de présenter l'utilisation de ses fonds. Voici les grandes lignes :

¹⁶ DiPiazza Jr., Samuel A., Eccles, Robert G., Building Public Trust, The future of Corporate Reporting, John Wiley & Sons Inc., New York, 2002.

¹⁷ www.ceres.org; www.globalreporting.org;

¹⁸ Unilever.com, Unilever's approach to corporate social responsibility, Social Review.

Utilisation des fonds et Contribution à la création de valeur chez les partenaires :

- Fonds versés aux employés
- Fonds versés à la municipalité, au gouvernement
- Fonds versés aux fournisseurs de produits et de services
- Fonds versés aux actionnaires
- Fonds versés à la communauté
- Fonds utilisés pour assurer la croissance future de l'entreprise
 - Construction des immobilisations
 - Acquisition d'équipements

Note : Très utiles, nous gardons en mémoire le fait que ces modèles ont été développés par des entreprises à but lucratif, dont les objectifs sont de faire le lien entre les actions de l'entreprise (incluant les actions environnementales et sociales de l'entreprise), la rentabilité économique¹⁹, la diminution du risque d'exploitation ainsi que l'accès et la diminution du coût du capital.

¹⁹ Papmehl, Anne, Beyond the gaap, CMA Management, juillet/août 2002.

7.3 Le modèle Mt. Buller Resort

Mission, Stratégie et Performance

Un autre modèle de divulgation de l'information financière et de la performance des organisations a retenu notre attention. Il s'agit du modèle développé et implanté par le « Mt. Buller Resort Management Board », un territoire alpin australien, propriété de la couronne²⁰. Bien que dépassant les objectifs de notre recherche, nous avons trouvé utile de le présenter en annexe (voir annexe 3) car le modèle Buller fait adéquatement la relation entre nos travaux portant sur la divulgation de l'information, et la suite du projet de recherche qui portera, entre autres, sur la construction des indicateurs de performance.

²⁰ Miller, John, No snow job, Australian CPA, Melbourne, décembre 2002.

8. LE PLAN COMPTABLE - NOTRE PROPOSITION

Les préparateurs des états financiers des entreprises en loisir et en tourisme social disposent actuellement des normes comptables publiées par l'ICCA relatives à la constatation, la mesure et la présentation des informations financières des organismes sans but lucratif (chapitres 4400 à 4460 du Manuel). Cependant ces normes sont pertinentes à l'ensemble des organisations sans but lucratif, quelle que soit l'ampleur et la complexité de leurs activités ou quelle que soit leur taille.

De plus, nous réalisons que ces normes n'atteignent que partiellement l'objectif de l'organisme présentateur de mettre en évidence 1. la contribution et le rayonnement dans la communauté d'une activité statutaire (définie par la mission) 2. le levier puissant offert par l'apport non monétaire de bénévoles, de fournisseurs de produits et de services et de donateurs.

Un autre état de fait est que les normes publiées par l'ICCA sont des normes qui couvrent l'ensemble des organismes sans but lucratif, sans suggérer de plans comptables plus spécifiques pour permettre une présentation simple, uniforme et comparable entre les organisations de même secteur. Comme nous le mentionnons dans ce rapport, dans la section méthodologie de la recherche, nous nous sommes heurtés à cette problématique dès le début de notre recherche, au moment de la construction de la base de données. Cette problématique est d'ailleurs soulevée par d'autres chercheurs (Bellemare, Briand, Fréchette, 2003).

Nous avons fait référence dans ce rapport aux différents modèles qui ont été développés pour tenter de répondre aux préoccupations de présentation de l'implication sociale de plusieurs grandes sociétés. Ce sont de bons modèles, mais nous devons prendre en considération qu'ils ont été préparés dans un contexte de grande organisation, à but lucratif, qui possède les ressources pour ce faire.

Une des grandes sources de réflexion et d'influence dans l'énoncé des objectifs et des contraintes sous-jacents à la préparation de notre proposition est, certes, les rencontres que

nous avons eues avec les responsables et les intervenants actifs dans le secteur du loisir et du tourisme social. Les voici:

8.1 Objectifs de la consultation des états financiers :

- connaître la provenance et l'utilisation des ressources monétaires et non monétaires dont dispose un organisme pour réaliser sa mission statutaire
- comprendre le fonctionnement de l'organisme, incluant ses activités statutaires et non statutaires
- identifier la pluralité des actions portées par les différents partenaires de l'organisme
- connaître et apprécier les externalités directes et indirectes de l'organisme dans la communauté
- apprécier le soutien de la communauté à l'organisme
- apprécier le rayonnement local et global de l'organisme
- faciliter la construction d'indicateurs d'évaluation et de la performance.

Nos discussions nous ont également sensibilisés à la nécessité de limiter les efforts et les ressources nécessaires à la présentation du format révisé du plan comptable. Voici les exigences de travail liées aux variables contextuelles que nous avons retenues :

Exigences à la proposition du plan comptable révisé:

- Intégration au format quantitatif connu
- Simplicité de l'utilisation
- Minimisation des efforts et des coûts additionnels
- Présentation percutante (efficace et informative)
- Faisabilité et continuité de l'expression d'opinion des vérificateurs

Le voici.

8.2 Entreprises d'économie sociale - Plan comptable révisé

8.2.1 Registre des transactions non monétaires

Nous recommandons d'abord l'ouverture d'un nouveau registre comptable, que nous appellerons registre des transactions non monétaires. Dans ce registre seront comptabilisées (écriture, explications de l'écriture et référence au dossier support) toutes les

transactions où une estimation (valeur marchande, juste valeur, valeur d'échange et autres) de la valeur d'entrée a été nécessaire.

Sur un plan plus technique, nous avons eu le souci d'isoler et de conserver de façon séparée les traces de vérification des transactions enregistrées non monétaires, le plus souvent enregistrées à la juste valeur. Il faut comprendre que l'estimation de la juste valeur relève d'hypothèses et d'estimations dont la résultante se traduit souvent en terme du choix de la donnée la plus probable à l'intérieur d'une fourchette d'estimations. C'est pourquoi il est nécessaire, afin de conserver les qualités nécessaires à l'expression d'une opinion par les experts comptables, d'enregistrer et de présenter de façon séparée tous les montants enregistrés sur une base estimative.

Notre proposition d'ajouter un registre d'enregistrement des transactions non monétaires qui s'inspire de l'ouverture du dossier de consolidation nécessaire à la préparation des états financiers consolidés (chapitre 1600). Ce dossier est en effet utilisé pour la préparation des états financiers intérimaires ou de fin d'exercice d'un groupe d'entreprises liées et est conservé à l'écart des registres comptables individuels de chacune des dites entreprises. L'ouverture d'un registre des transactions non monétaires, qui serait uniquement utilisé par les préparateurs de fin d'exercice, permettrait d'ajouter un grand nombre de transactions actuellement absentes, de conserver l'intégralité des données quantitatives de l'organisme, et de maintenir la possibilité pour les experts comptables d'exprimer leur opinion en vertu des standards de travail publiés par l'ICCA.

8.2.2 *État des résultats*

« L'objectif principal de l'état des résultats est de communiquer des informations au sujet des variations survenues dans les ressources économiques et les obligations de l'organisme pour l'exercice. Plus précisément, cet état fournit des informations sur le coût des services fournis par l'organisme dans l'exercice, et sur la mesure dans laquelle ces charges ont été financées par des apports et d'autres produits »

(Manuel de l'ICCA, chapitre 4400, article 30)

« Les organismes sans but lucratif peuvent classer dans l'état des résultats leurs charges par objet, par fonction ou par programme »

(Manuel de l'ICCA, chapitre 4400, article 31)

« Les organismes peuvent présenter leur état des résultats selon la méthode du report ²¹ou la méthode de la comptabilité par fonds affectés.

(Manuel de l'ICCA, chapitre 4400, articles .33 à .36)

Aux objectifs énoncés par l'ICCA, nous ajoutons les objectifs suivants :

- Connaître les différentes sources de produits (revenus) statutaires de l'entreprise
- Présenter et séparer les produits non statutaires de l'entreprise
- Enregistrer, présenter et séparer les apports non monétaires de l'entreprise
- Présenter et séparer les charges d'exploitation et les charges administratives de l'entreprise
- Ajouter des postes comptables relatifs aux activités spécifiques des entreprises de l'économie sociale, tels les frais de l'organisation démocratique et les frais de soutien aux bénévoles
- Ajouter de l'information sur les activités réalisées par les entités apparentées.

²¹ Étant donné que la méthode du report est utilisée par la majorité des entreprises dont nous avons collecté les informations financières, nous privilégierons cette méthode pour l'énoncé de notre proposition.

ÉTAT DES RÉSULTATS

PRODUITS	Monétaires	Non monétaires
	Présentation des montants supportés et exprimés en \$ sur les pièces justificatives	Présentation des montants estimés à la juste valeur
<p>Activités statutaires</p> <p>Subventions publiques Gouvernement fédéral Gouvernement provincial Municipalités Autres</p> <p>Participation programmes gouvernementaux, programme spécifique Gouvernement fédéral Emploi Équipement Environnement et réglementation Autres</p> <p> Gouvernement provincial Emploi Équipement Environnement et réglementation Autres</p> <p> Municipalités Emploi Équipement Environnement et réglementation Autres</p> <p>Participation programmes gouvernementaux, programme général Gouvernement fédéral Emploi Équipement Environnement et réglementation Autres</p> <p> Gouvernement provincial Emploi Équipement Environnement et réglementation Autres</p>		

PRODUITS	Monétaires	Non monétaires
<p>Municipalités Emploi Équipement Environnement et réglementation Autres</p> <p>Commandites et Partenariats Gouvernement fédéral Gouvernement provincial Municipalités Entreprises privées</p> <p>Publicité</p> <p>Produits, réalisation des activités (définition du type de produit nécessaire, ex. vente de billets, frais d'hébergement, frais de salle à manger)</p> <p>Produits annexes et produits dérivés</p> <p>Dons Apparentés Non apparentés</p> <p>Activités bénéfiques Activités non statutaires Produits réalisation des activités clients partenariats</p> <p>Financiers Revenu des fonds de dotation Revenus de placement Amortissement des apports reportés</p> <p>Apports Biens et Services Bénévoles</p>		

CHARGES	Monétaires	Non monétaires
	Présentation des montants supportés et exprimés en \$ sur les pièces justificatives	Présentation des montants estimés à la juste valeur
<p>Activités statutaires - Opérations Rémunération Salaires Charges sociales Honoraires professionnels</p> <p>Réalisation de l'activité²² Aménagement temporaire des lieux Frais de production Approvisionnement Entretien et réparation bâtisses Entretien et réparation équipements Location de matériel, équipement Électricité et chauffage Transport Frais de production des produits dérivés Assurances Permis et taxes Formation</p> <p>Activités statutaires - Administration Rémunération Salaires Charges sociales Cachet des artistes Honoraires professionnels</p> <p>Téléphone et télécommunication Frais de poste Publicité Promotion et relations publiques Frais de déplacement Assurances Permis et taxes</p> <p>Soutien aux activités statutaires Frais de production Approvisionnement Divers</p>		

²² Cette liste ne constitue pas une liste exhaustive des charges opérationnelles. Ajouter les charges propres à l'entreprise présentatrice

CHARGES	Monétaires	Non monétaires
Frais de recherche de fonds Commissions Autres Activités non statutaires (frais différentiels) Charges salariales Avantages sociaux Frais de production Financiers Intérêts et frais bancaires Intérêts sur prêts Participation à la vie démocratique Soutien et gratification des bénévoles Dons Organismes apparentés Organismes non apparentés		

8.2.3 *État de la contribution communautaire et globale*

Ce tableau constitue un nouvel état financier qui s'ajoute et complète l'information fournie par le modèle actuel. Construit sur la base des sorties de fonds (déboursés), en première partie, et sur la base des apports non monétaires, en deuxième partie, il permet de présenter la contribution économique directe, et la contribution sociale générées par l'entreprise dans la communauté. Cet état financier fournit également de l'information sur la gouvernance et sur la transparence dans l'utilisation des fonds.

Il est à remarquer que sa préparation ne requiert aucune information additionnelle à l'information déjà enregistrée dans les registres comptables.

Présenté dans un format non exhaustif, nous invitons les entreprises à présenter dans cet état financier les informations compilées à l'aide de modèles connus sur les retombées, directes ou indirectes, qu'elles génèrent. Par exemple, un camp de vacances pourrait évaluer les dépenses locales d'un ménage qui accompagne son enfant, en début et en fin de séjour. Tourisme Québec évalue à environ 500 \$, les dépenses encourues par un couple

visiteur qui assiste à un festival. À l'aide de statistiques compilées sur le nombre de visiteurs extérieurs à la région, une entreprise du regroupement Festivals et Événements pourrait présenter des informations pertinentes.

Contribution monétaire

Fonds versés aux employés

- Employés réguliers
- Employés permanents

Fonds versés aux fournisseurs locaux

- Achat de produits
- Achat de services
- Amélioration des équipements
- Construction

Fonds versés aux autorités gouvernementales

- Gouvernement fédéral
 - Bénéfices sociaux
 - Taxes
 - Permis

- Gouvernement provincial
 - Bénéfices sociaux
 - Taxes
 - Permis

- Municipalité
 - Taxes
 - Permis

Fonds versés à des organismes caritatifs

- Apparentés
- Non apparentés

Contribution non monétaire

- Transfert d'expertise à d'autres organisations
- Hébergement à titre gratuit ou à faible contribution

8.2.4 État de l'évolution des actifs nets et état des flux de trésorerie

Aucune modification n'a été apportée à ces états financiers.

8.2.5 Bilan

« L'objectif principal du bilan est de présenter les ressources économiques, les obligations et les actifs nets de l'organisme à la date d'arrêté des comptes. Le bilan, joint aux autres états et notes, fournit des informations utiles permettant d'apprécier si l'organisme continuera d'être en mesure de fournir des services, d'atteindre ses objectifs et de s'acquitter de ses obligations. »

(Manuel de l'ICCA, chapitre 4400, article .20)

À la différence de l'état des résultats, nous ne proposons pas pour cet état financier une présentation en format parallèle (monétaire et non monétaire). Étant donné que la majorité des transactions non monétaires qui affectent le bilan sont relatives au poste Immobilisations, et que la normalisation comptable couvre abondamment cette situation (chapitre 4410, apports – constatation des produits), nous avons plutôt opté pour une intégration des soldes monétaires et non monétaires, accompagnée de notes aux états financiers détaillées (voir notes complémentaires aux états financiers, note 3).

Nous avons cependant jugé nécessaire que le bilan procure au lecteur une image plus complète de ce qu'elle est, comme entité distincte, mais également comme entité à l'intérieur du réseau qui lui permet de fonctionner. Nous avons observé, lors de la construction de la base de données (voir les tableaux intitulés particularités comptables, notes aux états financiers) que plusieurs entreprises en tourisme social sont partie intégrante d'un réseau où se retrouvent, en pièces détachées, les fonctions d'exploitation et de financement. Ce qui rend la comparabilité des bilans difficile lorsque, par exemple, les fonds dédiés d'une entreprise sont présentés à l'intérieur du bilan d'une fondation liée. C'est pourquoi nous proposons une plus grande divulgation des transactions qui sont réalisées entre entités apparentées. Nous proposons également une grande précision sur l'affectation, ou non, des fonds reçus des partenaires privés et étatiques.

Il serait évidemment possible pour cet état financier d'ajouter des postes mesurés sur la base de la valeur actuelle d'avantages futurs. Par exemple, la valeur d'un contrat de longue

durée procurant à l'entreprise un hébergement à titre gratuit. Dans un objectif de simplification, nous suggérons plutôt d'inscrire à chaque exercice financier, dans l'état des résultats, la valeur estimée dudit avantage.

BILAN

ACTIFS

Actif à court terme

Encaisse
Débiteurs
Comptes à recevoir (exploitation) *apparentés – non apparentés*
Subventions publiques à recevoir
Apports à recevoir (fonds organisme) *apparentés – non apparentés*
Frais payés d'avance
Dépôts

Actifs à long terme

Immobilisations (net) (évaluation marchande)²³
(tableau présenté dans les notes aux états financiers)
Placements
(détail des placements dans les notes aux états financiers)

PASSIF

Passif à court terme

Découvert bancaire
Prêt d'exploitation
Créditeurs (exploitation) et charges à payer *apparentés – non apparentés*
Dû à des entités *apparentées – non apparentés*
Produit perçu d'avance
Partie court terme de la dette à long terme

Passif à long terme

Prêt hypothécaire
Dû à des entités *apparentés – non apparentés*
Apports reportés
Apports reportés afférents aux immobilisations
Apports reportés affectés à une utilisation déterminée (campagnes de financement)

ACTIFS NETS

Actifs nets investis en immobilisations
Actifs nets reçus à titre de dotation (affectation obligatoire externe)
Actifs nets affectés (affectation obligatoire interne fixée par le conseil d'administration ou par les auteurs du financement)
Actifs nets non affectés

8.2.6 Notes complémentaires aux états financiers

De façon générale, nous avons remarqué lors de notre examen des états financiers que les notes complémentaires aux états financiers ne permettaient pas de bien connaître la mission

de l'entreprise et ses caractéristiques propres. Nous proposons donc que les entreprises présentent beaucoup plus d'information sur ce qu'elles sont, ce qu'elles font, et la nature de leurs liens privilégiés avec d'autres entreprises, ou individus. Voici quelques exemples :

Note 1: Fournir une description détaillée des activités statutaires de l'organisme, accompagnée de l'énoncé de sa mission. Fournir une description des activités non statutaires.

Note 2: Fournir une description détaillée de l'organigramme de l'entité consolidée à laquelle appartient l'organisme, accompagnée d'une description de la nature de leurs relations.

Note 3: Note sur les immobilisations

Coût	Ajouts de l'exercice				Am. exercice	Amort. Acc.	Val. Compt. Nette
	Mon.	Non mon.					
		Biens & Services	Bénévolat	Apports (Dons)			

²³ L'évaluation municipale ou l'évaluation dûment commentée (comparables) par un courtier immobilier pourraient être utilisées comme indicateurs de la valeur marchande

CONCLUSION

Au début de la réalisation de ce projet de recherche, nous avons posé l'hypothèse que les normes comptables actuellement publiées dans le Manuel de l'ICCA ne permettent pas de présenter adéquatement la contribution économique, environnementale et sociale des entreprises en tourisme social. Hypothèse que nous avons validée par la construction d'une base de données constituée des états financiers publiés par les entreprises des quatre regroupements en loisir et en tourisme social et par des rencontres avec un expert-comptable spécialisé dans ce domaine et deux dirigeants d'entreprises membres de ces regroupements.

Nous avons été en mesure de constater l'hétérogénéité qui prévaut actuellement dans la terminologie des comptes et dans le classement des transactions, à l'intérieur de ces comptes, d'une entreprise à l'autre. Si nous ajoutons l'hétérogénéité d'intégration des transactions non monétaires aux transactions monétaires, nous convenons que l'analyse et la comparabilité des états financiers des entreprises en tourisme social, dans leur format actuel, deviennent des exercices périlleux, voire trompeurs.

Nous proposons dans ce rapport un premier plan comptable, uniforme, s'adressant à l'ensemble des entreprises en loisir et en tourisme social. Il pourrait également être utilisé comme plan comptable de référence pour plusieurs entreprises de l'économie sociale. Ses principales caractéristiques incluent la séparation des activités statutaires et non statutaires, la séparation des charges administratives et des charges d'exploitation, l'ajout identifié et consigné dans un registre dédié des transactions non monétaires, la présentation d'un nouveau rapport intitulé « état de la contribution communautaire et globale », ainsi qu'un lexique, non exhaustif, des produits gagnés ou reçus.

La mise en place d'un système standardisé implique une phase d'expérimentation et d'implantation durant laquelle les préparateurs des états financiers seront confrontés à l'adéquation entre les transactions sous examen et le plan comptable proposé. Nous recommandons la formation immédiate d'un comité composé d'académiciens et de praticiens qui sera chargé de préparer un premier lexique des transactions. Nous recommandons ensuite la création d'un forum, supervisé par le comité, qui sera chargé de

proposer, de documenter et de diffuser de façon continue, à l'ensemble des entreprises intéressées, les recommandations aux problèmes soulevés.

L'avancement dans la présentation de l'information financière et dans la construction des indicateurs de performance des entreprises en économie sociale ne saurait se faire en environnement clos. Nous souhaitons que notre proposition constitue l'amorce d'une recherche élargie parrainée conjointement par l'Ordre des comptables agréés du Québec, l'Institut canadien des comptables agréés, des représentants gouvernementaux et les entreprises de l'économie sociale. La publication d'un bulletin de terminologie des postes comptables et des indicateurs de performance des entreprises de l'économie sociale par le Comité de terminologie de la langue française de l'OCAQ devrait être le prochain projet commun.

BIBLIOGRAPHIE

Beck, Nuala, *Shifting Gears, Thriving in the New Economy*, Harper Collins Publishers Ltd, 1990.

Béland, Philippe, Piché, Jérôme, *Faites le bilan social de votre entreprise*, Les Éditions Transcontinental Inc., Montréal, 1998.

Commission Européenne, *Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises, Emploi & affaires sociales*, Livre vert, juillet 2001.

DiPiazza Jr., Samuel A., Eccles, Robert G., *Building Public Trust, The future of Corporate Reporting*, John Wiley & Sons Inc., New York 2002.

Institut Canadien des Comptables Agréés, *Manuel de l'ICCA*.

Laville, Élisabeth, *L'entreprise verte, le développement durable change l'entreprise pour changer le monde*, Éditions Village Mondial, Paris 2002.

Ménard, Louis, *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière*, Institut canadien des comptables agréés, 1994.

Miller, John, *No snow job*, Australian CPA, Melbourne, décembre 2002.

Papmehl, Anne, *Beyond the gaap*, CMA management, juillet/août 2002.

Plan comptable des associations détaillé (prenant en compte les nouvelles dispositions du règlement No 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, 2000.

Richez-Battesti, Nadine, Gianfaldoni, Patrick, *Évaluation socio-économique des dispositifs d'aide à la création d'entreprise par des publics en difficulté : Éléments pour une approche méthodologique*, XXII^e Journée de l'Association d'Économie sociale, Caen, 12-13 septembre 2002.

Unilever's Approach to Corporate Social Responsibility, *Social Review* (Unilever.com)

ANNEXE 1 – LEXIQUE DES COMPTES DE PRODUITS

LEXIQUE DES COMPTES DE PRODUITS

Voici quelques informations sur la façon dont nous avons regroupé et classé les comptes de produits.

Poste comptable	Critères de classification
Contribution du milieu	Subventions, montants provenant de l'environnement immédiat de l'organisation, telles les municipalités, les MRC, les fondations ou organisations dont nous pouvons identifier l'affiliation directe. Voici un exemple: un montant provenant de la Fondation ABC reliée à l'organisation ABC était classé dans contribution d'un milieu, alors qu'un montant provenant de la Fondation (sans autre explication) était classé dans subventions non identifiées.
Subventions fédérales	Provenance gouvernementale identifiée
Subventions provinciales	Provenance gouvernementale identifiée
Subventions non identifiées	Subventions, aide dont nous ne pouvons identifier la provenance
Partenaires	Montants dont la provenance était identifiée et dont l'apport était relié à la Mission aidante de l'organisme donateur (Centraide, par exemple)
Commandites	Montants dont la provenance était identifiée et dont l'apport pouvait être relié à de la visibilité (Hydro-Québec, par exemple)
Ventes-billets, Pension et Activités	Montants reliés à de la facturation de l'activité et des produits dérivés
Dons du public	Dons identifiés
Publicité	Compte publicité et promotion
Resto-Bar, Resto-salle à manger	Montants reliés à la vente de nourriture et de boisson

ANNEXE 2 - LEXIQUE RÉVISÉ DES COMPTES DE PRODUITS

LEXIQUE RÉVISÉ DES COMPTES DE PRODUITS

Note : Cette liste n'est pas exhaustive.

<p>Commandites et Partenariat Gouvernement fédéral Gouvernement provincial Municipalités Entreprises privées</p>	<p>Soutien (monétaire et non monétaire) apporté à l'organisme attaché à l'obtention d'avantages directs, le plus souvent une visibilité sous forme de logo, bannière, mention dans les affiches ou documents promotionnels</p>
<p>Subventions publiques Gouvernement fédéral Gouvernement provincial Municipalité Autres (MRC)</p>	<p>Soutien financier spécifique apporté à l'organisme sans avantages directs, mais attaché à des critères ou conditions à satisfaire accordé par l'État. La liste des critères ou conditions à satisfaire est généralement incluse dans la demande préparée par l'organisme</p>
<p>Participation à des programmes gouvernementaux Gouvernement fédéral Emploi Équipements Environnement et Réglementation Autres Gouvernement provincial Emploi Équipements Environnement et Réglementation Autres</p>	<p>Programme spécifique : soutien financier accordé par l'État aux entreprises en tourisme social, attaché à la réalisation d'activités déterminées.</p> <p>Programme général : soutien financier accordé par l'État à l'ensemble des entreprises, attaché à la réalisation d'activités déterminées (mandats, ententes de services)</p>
<p>Dons et Legs des bienfaiteurs, des amis de l'organisme Apparentés Non apparentés</p>	<p>Contributions à titre gratuit, visant l'exercice financier courant, reçues de personnes, d'entreprises, de fondations ou d'autres organisations</p>
<p>Produits Activités statutaires (ventilation par type d'activité)</p>	<p>Montants facturés par l'organisme et versés par les bénéficiaires des services statutaires. La vente de billets, la facturation pour des services d'hébergement, de salle à manger.</p>
<p>Produits annexes aux activités statutaires Monétaire et non monétaire Restauration et bar Articles promotionnels</p>	<p>Monétaire = Montants reçus pour les activités annexes à l'activité statutaire Non monétaire = biens et services reçus des partenaires, évalués à leur juste valeur</p>

Contribution d'organismes de transport Autres	
Produits et Apports, Activités bénéfiques Monétaire Non monétaire Bénévoles Approvisionnement Autres sources d'apport	Monétaire = Montants, tels droit d'entrée, restauration, reçus lors de la tenue d'événements de promotion et de soutien aux activités statutaires Non monétaire = valeur des produits et des services reçus de bénévoles, d'entreprises, d'organisations pour la tenue desdits événements ou pour le soutien (le don de billets d'autobus, par exemple)
Produits et Apports, Activités non statutaires Monétaire Non monétaire (échange de services)	Montants versés par les clients non statutaires (hors mission) de l'organisation. Les clients sont les bénéficiaires des services et l'organisation signataire du contrat d'impartition de services.
Publicité	Montants versés par des entreprises pour leur permettre de réaliser sur le site des activités incitant à l'achat de leurs produits

ANNEXE 3 - Le modèle Mt. Buller Resort

Le modèle Mt. Buller Resort

Le modèle développé et implanté par le « Mt. Buller Resort Management Board », un territoire alpin australien, propriété de la couronne²⁴, a retenu notre attention.

Fortement inspiré du TBL « triple bottom line », mais adapté en fonction des caractéristiques propres à une entreprise à vocation mixte, ce cas a retenu notre attention pour les raisons suivantes :

- La nature des activités, la mission à la fois économique, sociale et environnementale du centre de ski ainsi que le besoin d'innover en matière de divulgation d'information correspondent aux caractéristiques des entreprises visées par la recherche.
- Le modèle a bénéficié du support du gouvernement australien,²⁵ dans son développement et dans son implantation, ce qui en fait un modèle « applicable » et répondant aux besoins de l'entreprise et du gouvernement.
- Le modèle a été développé pour des entreprises à vocation mixte (économique et social).
- Les promoteurs de ce modèle ont profité de l'opportunité créée par le changement pour modifier la culture de l'entreprise en transformant l'exercice de la reddition de comptes, tournée vers le passé, en un exercice stimulant d'énoncé et de suivi de ce qu'est l'entreprise, de ce qu'elle est à accomplir. En fait, de produire un contenu qui permet au lecteur de comprendre :
 - ce qu'est l'entreprise,
 - ses processus d'exploitation,
 - sa raison d'être dans le tissu économique-social,
 - ses objectifs de développement pour les prochaines années,
 - les décisions sous-jacentes importantes qui devront être prises,
 - les enjeux économiques, sociaux et environnementaux qui se présenteront,
 - les facteurs de risque,
 - la relation entre la capacité démontrée d'assumer des responsabilités (information historique) et la continuité,
 - la place et la contribution attendue des différents partenaires.
- Finalement, toujours en terme de modification de culture d'entreprise, de faire en sorte que les décideurs perçoivent, évaluent et participent en fonction d'objectifs de durabilité de l'entreprise plutôt qu'en fonction d'allocations ponctuelles d'enveloppes budgétaires. Ce qui faciliterait les relations avec de nombreux bailleurs de fonds, dits traditionnels, dont les critères décisionnels reposent sur la continuité.

²⁴ Miller, John, No snow job, Australian CPA, Melbourne, décembre 2002.

²⁵ Suivant l'adoption du Alpine Resorts (Management) Act 1997, établissant les vocations distinctes de six territoires alpins partie des Alpes Victoriennes.

Ce dernier élément mérite notre attention puisqu'il oblige un changement de culture et de fonctionnement de nombreux partenaires des entreprises de tourisme social, en particulier les ministères, et implique que le virage se fasse en étroite collaboration.

Notre recherche nous permet de présenter un exemple concret d'une partie des résultats obtenus du passage du modèle théorique à la pratique. Il s'agit du plan stratégique présenté par Mt. Stirling Alpine Resort (25 mars 2002), un territoire alpin voisin du Mt. Buller Board Resort. Nous référons le lecteur à cette adresse internet :

http://www.mtstirling.au.com/strategic_plan.html.

Concrètement, voici les étapes de travail que les entreprises du tourisme social auraient à réaliser dans un processus de divulgation d'information financière révisé

1^{ère} étape :

Énoncé des trois orientations stratégiques de l'entreprise, ce qui correspond au bilan « tripple bottom line » présenté en début de texte. Ensuite, pour chacune desdites orientations stratégiques, énoncé des directions stratégiques spécifiques. Voici, par exemple, l'énoncé des orientations stratégiques, accompagnées des directions stratégiques spécifiques présentées par Mt Buller Resort²⁶ :

- Qualité de l'environnement
 - Environnement
 - Gestion du territoire

- Responsabilité Sociale
 - Relations avec la communauté
 - *Note : Pour les entreprises du secteur Festivals et Événements, il y aurait lieu, par exemple, de faire part des dons et participations dans la communauté, ce que l'on ne connaît pas, actuellement.*
 - Relations avec les clients
 - Exploitation du centre de ski
 - Gestion des risques
 - Relations avec le personnel

- Viabilité économique
 - Marketing et promotion
 - Développement des affaires
 - Développement 4 saisons
 - Responsabilité fiscale

²⁶ Miller, John, No snow job, Australian CPA, décembre 2002.

2^{ème} étape:

Traduction, en terme d'objectifs (éléments mesurables ou appréciables), des directions stratégiques mentionnées ci-dessus. Par exemple, pour Mt.Buller Resort, la direction stratégie « environnement » est devenue :

Préparation d'un plan de gestion de l'environnement, format discussion, pour consultation auprès du public.

Faune et flore : augmentation du nombre d'espèces indigènes.

Système de traitement de l'eau : satisfaction aux standards

3^{ème} étape:

Construction des éléments de mesure et d'appréciation.

Les autres étapes sont semblables à ce qui est largement diffusé sur la planification stratégique.

4^{ème} étape:

Inventaire des ressources (monétaires et non monétaires) nécessaires.

5^{ème} étape:

Identification des partenaires et des modes souhaités de partenariat.

6^{ème} étape:

Plan d'action.

ANNEXE 4 - RAPPORT D'ENTREVUE- Notre-Dame de Fatima

RAPPORT D'ENTREVUE

Le Centre Notre-Dame de Fatima

Une banlieue montréalaise en plein développement. Des affiches de constructeurs immobiliers annonçant avec activité à l'appui, le succès des projets, force est de constater que les phénomènes de l'étalement urbain et de la gentrification des terrains situés en bordure de cours d'eau illustrent bien la différence croissante entre la valeur comptable (liée à la propriété ou à l'utilisation) et la juste valeur des actifs présentée dans le bilan de la plupart de ces entreprises.

Notre arrivée sur les lieux ne fait que renforcer notre pensée à la vue de tous ces immeubles (pavillon administratif, chalets, centres d'activités), simples, élégants, et très bien entretenus. Le lieu est magnifique. D'une superficie de 35 acres, il offre à sa clientèle une vaste aire d'hébergement et d'activité, une piscine, un lac et une forêt. Un site dont la direction conserve toute sa beauté, en souscrivant à un code d'éthique (disponible à l'entrée du centre administratif) incluant des éléments comme le respect de l'environnement et l'entretien des bâtiments. Nous avons d'ailleurs fait référence au début de ce rapport à la difficulté de faire les liens, dans les états financiers actuels, entre les efforts et la valorisation de sites naturels.

Nous sommes au Centre Notre-Dame de Fatima, situé à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, dont la mission est d'offrir des services spécialisés adaptés aux besoins des personnes sourdes et malentendantes, et sommes accueillies par le directeur général, et le responsable de la préparation des rapports financiers.

Les services offerts

La cueillette des brochures d'information nous permet de constater que le centre offre de multiples activités²⁷, incluant des activités à caractère statutaires, à tarification réduite, tels un programme d'hébergement vacances avec activités offert durant la saison estivale, et un programme de répit, offert les fins de semaine pour permettre aux aidants naturels de profiter d'un moment de repos, et de multiples activités à caractère non statutaires, s'adressant à l'ensemble de la population, tels un programme de classe nature « rouge », « blanche » et « verte », un programme d'accueil de groupe pouvant convenir aux groupes vacances, aux réunions d'affaires, un service de location de salles. Le Centre Notre-Dame a également conclu un partenariat avec la municipalité pour offrir les services de camp de jour s'adressant à tous les enfants du territoire avoisinant. Une tarification conjointe (parents – municipalité) est négociée dans le cadre de ce programme.

Afin de soutenir ses activités statutaires, le Centre organise au cours de l'année une série d'événements bénéfiques, tels des soupers thématiques et est l'instigateur d'un tournoi de golf annuel. Tout donateur peut participer à la campagne de financement du Centre, et il existe également des liens entre le Centre et l'Association des parents d'enfants sourds du Québec Inc.

²⁷ La liste des activités n'est pas exhaustive.

Les activités du camp se distinguent par une offre originale. Autres que les sports nautiques plus connus, mentionnons l'escalade, le cirque en plein air, l'écologie, et le théâtre.

Le Centre doit conserver un équilibre entre la réalisation de sa mission, et une offre de services commerciaux. Car il faut comprendre que l'entretien et le fonctionnement d'une telle organisation sont coûteux en terme d'opérations courantes et en terme de mise à niveau à la réglementation et aux exigences particulières de la clientèle desservie. Nous n'avons qu'à penser aux frais d'adaptation et de sécurisation des lieux pour l'accès à des personnes à mobilité réduite.

Les produits (revenus)

En accord avec la description des services offerts, les revenus du Centre proviennent des sources suivantes :

- La facturation pour l'hébergement et la restauration, activités statutaires
- La facturation pour les activités non statutaires, connexes
- Camp de jour
- Centraide
- Le Ministère des Loisirs
- Subsidés d'opération
- Subsidés de mises à niveau des normes et de la réglementation
- La Fondation du Centre
- Les dons
- associations caritatives
- personnes
- Les apports en services et produits d'entreprises environnantes
- Nourriture
- Équipements de sports
- Les contributions de nombreux bénévoles à l'entretien, à la construction des immeubles et autres activités
- La réalisation d'activités bénéfiques, tels des soupers thématiques et le tournoi de golf annuel

Le Centre est également très actif dans l'application à toutes les formes pertinentes de subventions disponibles, récurrentes ou non. Ainsi, le Centre a bénéficié du Fonds de lutte contre la pauvreté, de programmes municipaux, et autres.

Notre discussion avec le directeur nous a montré toute l'ingéniosité, l'innovation, la lutte constante, oserions-nous dire, à connaître et à appliquer à toutes les sources pertinentes

de fonds pour être en mesure de survivre, année après année. Nous avons également réalisé combien pouvait être énergivore la complétion de tous ces formulaires, chaque entité subventionnaire opérant avec son propre format.

Les charges (dépenses)

Les dépenses les plus importantes encourues par le Centre sont liées aux frais d'hébergement, de nourriture, et d'animation des activités. Il est d'ailleurs à prévoir que le dernier poste mentionné connaîtra une augmentation au cours des prochaines années à cause de la difficulté croissante de recruter des employés saisonniers (emplois étudiants), et de la perte d'exemptions dans les charges sociales (emplois étudiants).

Équipements et immobilisations

De nombreux bénévoles contribuent à l'entretien et à la construction des pavillons, ce qui fait qu'elles sont présentées à des valeurs comptables minimales (sinon 0). Le Centre bénéficie de certaines subventions lors de ses achats, et bénéficie également de dons pour la réalisation de ses activités. Par exemple, l'été dernier, une entreprise a donné des canots. Les équipements reçus ne sont pas toujours présentés dans les états financiers.

Les indicateurs de performance

Notre entretien avec le directeur du Centre nous a fortement sensibilisé à l'attention et à la prudence que nous devons apporter dans la recherche sur la construction des indicateurs de performance d'une entreprise à vocation sociale ou caritative.

Par exemple, l'accompagnement d'une personne lourdement handicapée peut impliquer un ratio de 1 visiteur – 1 accompagnateur, ce qui signifie qu'un calcul technique d'augmentation de l'efficacité fondé sur un strict ratio visiteurs/charges salariales ne pourrait jamais illustrer la véritable contribution sociale de l'entreprise par rapport à sa mission. Il faut comprendre que plus le handicap est important, plus il est difficile pour la personne de trouver un endroit de vacances, et en contrepartie, plus l'accompagnement est coûteux. Nous devons intégrer les qualités de cœur à l'équation de la rentabilité économique.

Ce qui compte, pour le Centre, c'est le nombre de personnes handicapées hébergées, bref, la réalisation de la mission, tout en s'assurant que les lieux et équipements sont exploités pleinement par différentes clientèles cibles, au gré des saisons et des événements.

Le Centre doit continuer à négocier entre son offre de services statutaires et son offre de services non statutaires, tout en privilégiant le premier segment.

Mais attention. Il ne faut surtout pas considérer comme conflictuelle la cohabitation d'une offre multi services ou multi clientèles. Notre opinion est qu'il est certain que l'ensemble des enfants et adultes séjournant au camp bénéficie des contacts et du partage des expériences des autres. Comme il est avantageux d'offrir à d'autres clientèles la splendeur de ce site en période de moindre achalandage.

ANNEXE 5 - RAPPORT D'ENTREVUE

CHALLENGE AUTOMOBILE SUR GLACE DU CANADA

RAPPORT D'ENTREVUE

Challenge Automobile sur glace du Canada

Mobiliser des ressources et manœuvrer dans tout climat pour réaliser une activité dont la réussite tient en quelques jours, voilà le défi que doivent relever les entreprises du regroupement de Festivals et Événements, dont Le Grand Prix Automobile sur Glace du Canada Inc. (ci-après appelé Le Grand Prix).

Nous avons rencontré monsieur Denis Bernier, directeur général, ainsi que le responsable de la préparation des rapports financiers à leurs bureaux de Sherbrooke. Comme le nom de l'événement l'indique, l'entreprise organise une course automobile dont la piste est une piste glacée aménagée sur un cours d'eau avoisinant.

Le Grand Prix se situe dans la gamme des événements majeurs de ce regroupement avec une couverture qui dépasse les frontières de l'Estrie, compte tenu de la diversité des lieux d'origine des coureurs ainsi que de la couverture télévisée.

Élément particulier, l'événement se tient dans un lieu clos, où il est possible de contrôler l'accès des spectateurs, de calculer le nombre de participants, et de calculer avec approximation des indicateurs de retombées directes et indirectes, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des festivals qui prennent place dans l'espace urbain disponible. L'organisation est tout de même consciente qu'une grande partie des retombées entourant la tenue de l'événement, notamment dans le secteur de la restauration et de l'activité hôtelière, sont plus difficilement à estimer.

Les produits (revenus)

Les revenus de l'événement proviennent en grande partie des commandites privées de biens et de services, de la billetterie, ainsi que des commandites (présentées comme des subventions dans les états financiers) et subventions étatiques. D'autres contributions monétaires sont versées à l'entreprise par des entreprises privées ou par des sociétés para étatiques.

L'entreprise bénéficie également d'une subvention de la société de développement économique de la région, et participe aux programmes gouvernementaux accessibles à l'ensemble des entreprises, tel le programme de la contribution salariale d'Emploi-Québec. L'entreprise donne en effet l'occasion à de nombreuses personnes en recherche d'emploi d'acquérir une expérience de travail où efficacité et débrouillardise sont requises, ce qui est un des éléments de valorisation sociale de l'entreprise qui n'est pas présenté dans le format actuel des états financiers.

Les charges (dépenses)

Il existe un recoupement assez important entre les revenus et les charges présentés par l'entreprise, étant donné le nombre de transactions non monétaires qui sont enregistrées à la fois comme produits et comme charges. Notamment les postes commandites et aménagement du circuit puisque de nombreuses entreprises participent à l'aménagement des lieux en vertu de ce type d'entente.

Parmi les autres postes importants, particuliers à cet événement, mentionnons les frais de course, les frais d'hospitalité ainsi que l'entente avec le poste de télévision pour la captation de l'événement.

Nos discussions avec le directeur nous ont permis d'apprécier la grande mobilisation des entrepreneurs et des organismes locaux autour de la tenue de l'événement. Leur contribution est présentée séparément dans le poste Produit - Commanditaires de biens et services, et les contreparties se retrouvent dans les postes de charges, transactions monétaires et transactions non monétaires, cette fois, confondues.

Nous retrouvons également la preuve de cet engagement dans le bilan, puisqu'une société privée a supporté l'entreprise pendant quelques années, en prêtant des fonds, sans intérêts.

Afin de continuer à maintenir cette confiance et cette connivence dans le succès, la direction assure une gestion transparente.

La marque de commerce

Un élément qui a retenu notre attention et qui rejoint nos préoccupations générales de recherche sur les entreprises qui développement des actifs intangibles est la valorisation de la marque de commerce. Pour qu'un événement attire année après année de nombreux spectateurs, notamment des spectateurs provenant de l'extérieur de la région qui contribuent à l'augmentation de l'activité économique, il faut que l'événement se soit gagné au cours des années une bonne réputation. C'est ce que l'on appelle la marque de commerce, actif qui n'est actuellement pas présenté dans les états financiers. La direction du Grand Prix est consciente de la force et de la renommée de leur activité, maintenant attachée au nom de l'événement. Elle se fait également un devoir de venir en aide à d'autres organisations de la municipalité, les faisant bénéficier de leur expertise en organisation d'événements.

Nous avons tenté, sans succès, dans notre recherche, de déterminer des liens entre différents postes aux états financiers et la vente de billets pour connaître quel effort constituait le meilleur levier d'affluence sur les sites. La régression linéaire, l'analyse en composantes principales, et l'analyse factorielle sont les méthodes d'analyse statistique que nous avons utilisées. Nous référons le lecteur à la section Festivals et Événements de ce rapport.

